

DIPL MAG

Magazine d'analyses et de réflexions de la diplomatie togolaise
A Quarterly Magazine of Analyses and Reflections of Togolese Diplomacy

N°499/23/06/14/HAAC

Togo, Bilan d'une décennie de réussite

*Togo,
Past Decade of success*

2^{ème} trimestre 2015 - Avril / Juin - N°499/23/06/14/HAAC - 2300 CFA - 3,50 € - www.diplomatie.gouv.tg Quarterly of information n°6 - April / June 2015



Avril - Juin 2015 N°6
April - June 2015



Opérateur portuaire de référence & 1^{er} réseau de logistique intégrée en Afrique



Nos activités au Togo

Manutention Conteneurs avec un nouveau quai de 15 mètres de profondeur, un linéaire total de 920 mètres et équipé de portiques.
Manutention Conventiennelle - Logistiques Spécifiques (Coton, Oil & Gas) - Fret Maritime & Aérien - Transport - Transit
Services Courrier Express - Consignation maritime - Transport ferroviaire - Bluesolutions (Stockage d'Énergie).

UNE FORTE PRÉSENCE AU TOGO AVEC SES FILIALES

TOGO TERMINAL
LOME

LOMÉ MULTIPURPOSE TERMINAL
TOGO

Bolloré
AFRICA LOGISTICS
Togo

blueline
Togo

SAGA

S.T.C.M.



Émergence tous azimuts

All-out Emergence

par S.E.M. Robert DUSSEY, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
by H.E. Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs and Cooperation

La décennie 2005-2015 est, à n'en pas douter, une période d'actions concrètes, de chantiers ouverts dans divers secteurs d'activités de notre pays. Ces actions et chantiers à verser à l'actif du Président Faure Essozimna Gnassingbé sont mus par son seul souci de poser les bases d'un État émergent qui se préoccupe de tous les secteurs socio-économique, dynamique et à même de relever de façon efficiente les défis de développement de la nation togolaise.

De l'investissement dans les infrastructures routières, maritimes, ferroviaires et aériennes à l'organisation de la mutuelle des conducteurs de taxis motos (alias Zemidjan) en passant par la création du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI), l'assurance maladie pour les travailleurs, le Programme National d'Investissement Agricole et de la Sécurité Alimentaire (PNIASA) dans le secteur agricole, ainsi que plusieurs autres projets sociaux, le gouvernement togolais a fait le pari d'imprimer un cachet nouveau et humain à son action devant conduire à la modernisation du pays et d'ouvrir de nouvelles perspectives vers l'amélioration des conditions de vie des populations.

Concrètement, la décennie qui s'écoule a été l'occasion d'investissements massifs dans les secteurs clés du développement économique et social.

La palme d'or va sans nul doute au domaine des infrastructures routières où le gouvernement, avec l'aide des partenaires au développement, a mobilisé un peu plus de 414 milliards de francs CFA pour développer le réseau routier, donnant ainsi aux villes un attrait particulier pour la voie au développement. Ne dit-on pas d'ailleurs que la voie du développement passe par le développement de la voie!

Dans l'espace maritime, on note une dynamique avérée avec le lancement des activités du troisième quai du Port Autonome de Lomé et l'inauguration prochaine de Lomé Conteneur Terminal (LCT).

L'Aéroportuaire n'est pas en reste. L'inauguration imminente, en effet, de la nouvelle aérogare d'une superficie de 21.000 m² et d'une capacité d'accueil prévisionnelle de deux millions de passagers par an est une avancée notable dans l'amélioration des prestations de cet instrument de développement.

Quant au transport ferroviaire, on assiste à une révolution en douce qui va finir par raccorder le nord au sud du pays. Dans ce chapitre, à travers un partenariat public/privé avec Togo Rail, le Togo et le Ghana ont procédé à l'inauguration de huit (08) km de voies ferrées qui permettront au cimentier WACEM de convoier le clinker depuis la carrière de Tabligbo jusqu'à son usine à Aflao au Ghana.

Cette dynamique au niveau des infrastructures doublée des réformes économiques qui ont conduit à la fusion des régies financières et la création d'un guichet unique pour le commerce extérieur a permis d'enregistrer successivement des taux de croissance impressionnants de 2,4 à plus de 5% de 2005 à 2014.

Cette croissance est l'expression de la vitalité de l'économie togolaise et c'est à raison que le pari fait par le chef de l'État de poser les jalons de l'émergence du Togo à l'horizon 2030 doit être pris avec de la considération.

Les bases économiques du Togo étant désormais posées, l'action gouvernementale est ipso facto orientée vers la satisfaction des besoins sociaux.

Sur le plan de la santé, le gouvernement a adopté un programme ambitieux d'investissements importants dans les équipements en vue d'améliorer le plateau technique à l'effet d'offrir aux populations des soins de santé de meilleure qualité. La construction de centre hospitalier de référence, avec de grandes capacités d'accueil de est véritablement une des plus belle réalisation en ce sens.

La belle option empruntée par l'Institut National d'assurance maladie (INAM), institution par excellence chargée de l'assurance maladie, a

The decade 2005-2015 is, without a doubt, a period of concrete actions, projects launched in various sectors of our country. These actions and projects that are to be paid to the assets of President Faure Gnassingbé are only motivated by his desire to lay the foundations of an emerging State that cares about all socio-economic, dynamic and able to respond efficiently to the Togolese national development challenges.

From investment in road infrastructure, maritime, rail and air to the organization of the mutual benefit insurance company for drivers of motorbike taxis (alias Zemidjan) through the creation of the National Fund for Inclusive Finance (FNFI), health insurance for workers, the National Agricultural Investment Programme and Food Security (PNIASA) in the agricultural sector, and several other social projects, the Togolese government has opted to print a new human character and its action in lead to the modernization of the country and open up new opportunities to improve the living conditions of the population. Specifically, the ongoing decade has been an opportunity for massive investments in key sectors of economic and social development.

The Gold Award is undoubtedly for the road infrastructure where the government, with the support of development partners, mobilized just over 414 billion CFA francs to develop the road network, giving cities an attraction particularly the way for development. Don't we rather say that the way to development goes through the development of the road!

In the maritime space, there is a dynamic proven with the launch of the activities of the third pier of the Port of Lomé and upcoming inauguration of the Lomé Terminal Container (LCT).

The airport sector is not far behind. The imminent inauguration, in fact, of the new terminal with an area of 21,000 m² and a projected capacity of two million passengers a year, is a significant step forward in improving the performance of this instrument of development.

As for rail transport, there is a fresh revolution that will eventually connect the north and south of the country. In this chapter, through a public / private partnership with Togo Rail, Togo and Ghana celebrated the opening of eight (08) kms of railways that will allow the WACEM cement Company to convey the clinker from Tabligbo career up 'at its plant in Aflao in Ghana.

This dynamic at the level of infrastructure coupled with economic reforms that led to the merger of the financial authorities and the creation of a single window for foreign trade led to successively recording impressive growth rate of 2.4 to more than 5 % from 2005 to 2014.

This growth is an expression of the vitality of the Togolese economy and that's why the bet made by the Head of State to lay the groundwork for the emergence of Togo in 2030 should be taken with consideration.

Togo's economic foundation being laid henceforth, the government action is ipso facto oriented towards the satisfaction of social needs.

On the health plan, the government has adopted an ambitious program of major investments in equipment to improve the technical level in order to provide the populations with better health care. The building of a reference hospital, with large reception capabilities is truly one of the greatest achievements in this direction.

The beautiful option used by the National Health Insurance Institute (INAM), premier institution for health insurance, allowed the efficient management of public sector workers and soon the private sector.

→ permis la prise en charge efficiente des travailleurs du secteur public et bientôt du secteur privé.

L'investissement des fruits de la croissance touche également un secteur vital de la société, l'éducation.

En effet, depuis 2009, le gouvernement a pris des mesures incitatives dans le domaine scolaire, notamment en favorisant la scolarisation massive de la jeune fille et surtout en assurant la gratuité de l'enseignement préscolaire et primaire. Cette politique a entraîné une augmentation significative des effectifs et a conduit le gouvernement à opérer d'importants investissements pour la construction de nouvelles salles de classes et la création de nouveaux établissements.

La réorganisation du secteur informel (commerce, artisanat, transport etc) est un volet important de la dynamisation de l'économie togolaise. Cela s'est traduit par la création de la Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI). Déjà à l'actif de la DOSI, notamment la mise sur pied de la Mutuelle des Conducteurs de Taxi Moto (MUCTAM) dont l'objectif est de sortir de la précarité plus de deux mille travailleurs de ce secteur.

L'emploi des jeunes s'énonce également comme l'une des grandes et urgentes priorités à satisfaire. A ce sujet, un vaste programme, PROVONAT, a permis de former et d'offrir un premier emploi à plus de neuf mille (9.000) jeunes. La prochaine étape que s'est fixé le gouvernement est l'insertion pleine et entière de ces jeunes dans la vie professionnelle.

Il convient de relever aussi que toujours dans le secteur de l'emploi des jeunes, le gouvernement travaille à lever des fonds auprès des partenaires au développement pour financer des projets pourvoyeurs d'emplois. C'est le cas avec la Holding d'État Togo Invest Corporation (TI) dont la mission est de financer les grands projets de développement.

La politique pragmatique et tous azimuts du gouvernement rassure les populations ainsi que la communauté internationale sur sa ferme volonté de bâtir un Togo prospère et émergent à l'horizon 2030. Autant de signaux positifs et encourageants dans tous les secteurs d'activités qui constituent de bons indicateurs pour la réussite sans ambages du grand chantier du développement du pays

The investment of the fruits of growth also affects a vital sector of society, education.

Since 2009, the government took incentives in the field of education, including promoting mass education of the girl and especially in providing free preschool and primary education. This policy has led to a significant increase in staff and led the government to make significant investments to build new classrooms and the creation of new institutions.

The reorganization of the informal sector (trade, crafts, transport etc) is an important part of the revitalization of the Togolese economy. This resulted in the creation of the Delegation to the Organization of the Informal Sector (DOSI). Already in the assets of the DOSI, including the establishment of Mutual benefit insurance Company for Taxi Moto Drivers (MUCTAM) whose objective is to get out of insecurity over two thousand workers in this sector.

Youth employment is also stated as one of the great and urgent priorities to satisfy. In this regard, a comprehensive program, PROVONAT, has trained and offered a first job to more than nine thousand (9,000) young people. The next step that the government has set is the full inclusion of young people in the workplace.

It should also be noted that still in the youth employment sector, the government is working to raise funds from development partners to finance projects that provide jobs. This is the case with the State Holding Togo Invest Corporation (TI) whose mission is to finance major development projects.

The pragmatic and all-out policy of the government reassures people and the international community on its commitment to building a prosperous Togo and emerges in 2030. So many positive and encouraging signals in all sectors that are good indicators for success without hesitation of the major development project of the country

HYUNDAI

www.hyundai.tg

AZERA

Déplacez-vous jamais comme auparavant...

CO-TO AUTO S.A.
 Distributeur exclusif - E-mail : contact@hyundai.tg
 22, Rue du chemin de fer - 07 B.P : 7872 Lomé - Tél : +228 22 22 35 02

www.hyundai.tg



ÉDITORIAL

p.1

Émergence tous azimuts / All-out Emergence

par S.E.M. Robert DUSSEY, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
by H.E. Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs and Co-operation

FOCUS

p.4

Togo 2005-2015 : chronique d'une économie en croissance / Togo 2005-2015: the chronicle of a growing economy

par M. Tchilabalo ABAKI, Diplomate, Direction du Protocole d'Etat
By Mr. Tchilabalo ABAKI, Diplomat, State Protocol Department

DOSSIERS

p.10

Une coopération prometteuse entre le Togo et la Lettonie / A promising cooperation between Togo and Latvia

par M. Arsenn AGBESSINO, Conseiller en Communication du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération
by Mr. Arsenn AGBESSINO, Communication Advisor of Minister of Foreign Affairs and Cooperation

Coopération Togo-Thaïlande : mission économique en Thaïlande / Togo-Thailand cooperation: economic mission in Thailand

par M. Koudjo ADANOU, Directeur de la Coopération Internationale
by Mr. Koudjo ADANOU, Head of International Cooperation Department

Lomé renforce ses relations diplomatiques avec Brasilia / Lomé strengthens its diplomatics relationship with Brasilia

par M. Messan Amakoe KLUTSE, Attaché de Cabinet du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
by Mr. Messan Amakoe KLUTSE, Cabinet Attache of Minister of Foreign Affairs and Cooperation

Le Togo et l'hémisphère sud se rapprochent / Togo and southern hemisphere approach

par M. Arsenn AGBESSINO, Conseiller en Communication du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
by Mr. Arsenn AGBESSINO, Communication Advisor of Minister of Foreign Affairs and Cooperation

ACTUALITÉS

p.22

La 24^{ème} session ordinaire de la conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine / The 24th ordinary session of the Assembly of Heads of State and Government of the African Union

par M. Bakayota KPAYE, Directeur des Affaires Politiques
by Mr. Bakayota KPAYE, Head of Political Affairs Department

II^{ème} conférence du Club Diplomatique de Lomé, l'Afrique doit repenser son développement économique et social / 2nd conference of Diplomatic Club Lome Africa must rethink its economic and social development

par M. Arsenn AGBESSINO, Conseiller en Communication du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
by Mr. Arsenn AGBESSINO, Communication Advisor of Minister of Foreign Affairs and Cooperation

Intervention de S.E.M. Robert Dussey, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Togo devant la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale française / Statement of H.E. Robert Dussey, Minister of Foreign Affairs and Cooperation of Togo to the Committee on Foreign Affairs of the French National Assembly

par M. Arsenn AGBESSINO, Conseiller en Communication du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
by Mr. Arsenn AGBESSINO, Communication Advisor of Minister of Foreign Affairs and Cooperation



DIPLOMAG

Diplomag Numéro 6 - Diplomag Number 6 - Avril / Juin 2015 - April / June 2015 - Directeur de la publication / publication Director: M. Kwami TSEKPO - **Rédacteur en chef / Editor in Chief:** M. Api ASSOUMATINE - **Secrétaire Général de la Rédaction / Secretary General Editors:** M. Akovi Kotoè AGBODJIAN-PRINCE - **Directrice de la Publicité et du Marketing / Director of Advertising and Marketing:** Mme Djamila ASSAMA SIDI - **Directeur du Reportage / Director of reporting:** M. Messan KLUTSE - **Rédacteurs / Editors:** Directeurs centraux et Chefs de Missions diplomatiques - **Point focal DIPLOMAG:** M. Sodou ADOM - **Conception graphique / Design production:** Vlady France Conseil - **Nous écrire / Write us:** Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, BP: 900 Lomé, Tel: +22822213601, maeirtgce@yahoo.fr **Photo couverture / Cover Pictures:** © Louis Vincent **DIPLOMAG © N°499/23/06/14/HAAC**

Togo 2005-2015 : chronique d'une économie en croissance

Togo 2005-2015: the chronicle of a growing economy

par M. ABAKI Tchilabalo,
Diplomate, Direction du Protocole d'Etat

By Mr. ABAKI Tchilabalo
Diplomat, State Protocol Department

Le 26 février 2015, à l'occasion du 1^{er} forum sur l'assainissement de l'environnement des affaires en Afrique, le Premier Ministre du Togo, S.E.M. Ahoomey-Zunu affirmait qu'aucun développement économique durable n'est possible sans un environnement des affaires viable et attrayant. En l'affirmant, il s'appuyait sans doute sur l'expérience des choix d'itinéraires de développement opérés par les hautes autorités togolaises.

Le climat des affaires au Togo

Lomé a fait le pari de l'émergence à l'horizon 2030. Dès lors, le pays a pris soin de fixer les bases d'un développement viable avec pour cadre la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE). Cette stratégie repose fondamentalement sur le rôle de poids du secteur privé dans la création des richesses. C'est pour cette raison que l'environnement global des affaires a été inscrit dans l'action du Président de la République, S.E.M. Faure Gnassingbé, comme l'une des priorités du gouvernement togolais.

D'ores et déjà, l'on peut affirmer sans risque de se tromper que c'est un pari réussi, car en 24 heures d'horloge, il est possible de créer son entreprise au Togo. Ce succès est le fruit de réformes audacieuses opérées par le gouvernement, qui ont permis que le Togo connaisse un bond de 15 points dans le récent classement de Doing Business. Ces réformes sont consécutives à des incitations visant prioritairement la protection des actionnaires minoritaires, la facilitation du transfert de propriété, le paiement des impôts, ainsi que la réduction du montant nécessaire à la création des SARL.

Ces mesures incitatives ont permis d'enregistrer une création soutenue d'entreprises au Togo. Ainsi, rien que pour le compte de l'année 2014, 8289 nouvelles entreprises ont été créées contre seulement 4581 entreprises en 2011.

La création d'entreprise ne pourrait connaître véritablement ce succès sans une réforme dans l'appareil judiciaire, chargé de liquider les contentieux commerciaux. La modernisation de la justice par le renforcement des capacités de l'ensemble du système judiciaire ainsi que le contrôle de l'action des institutions de la république, comme par exemple la cour des comptes a permis de rassurer davantage les hommes d'affaires.

Des infrastructures modernes pour soutenir la croissance

En dix ans de gouvernance, le Président Faure Gnassingbé a donné au Togo un nouveau look, un visage rayonnant qui laisse présager un avenir radieux. La dynamique à quatre têtes imprimée et qui prend en compte la route, l'espace maritime, l'aéroport de Lomé et le transport ferroviaire, a permis de doter le Togo des bases nécessaires à la relance de son économie.

On 26 February 2015, at the 1st Africa Best Practices Forum, the Prime Minister of Togo, HEM Ahoomey-Zunu asserted that no sustainable economic development was possible without a viable and attractive business environment. In affirming this, he probably leaned on the experience of the choice of development routes made by the high Togolese authorities.

The business climate in Togo

Lomé has betted on emergence by year 2030. The country has therefore endeavored to set the foundation for a sustainable development in the framework of the Accelerated Growth Strategy and Employment Promotion (SCAPE). This strategy is fundamentally based on the important role played by the private sector in the creation of wealth. It is for this reason that the global business environment has been included in the action of the President of the Republic, His Excellency Faure Gnassingbé, as one of the Togolese government priorities.

Already, one can say without risk of error that this challenge has been successfully met, because one can now have a new company legally established in 24 hour time in Togo. This success is the result of bold reforms undertaken by the government, which resulted in a jump by Togo of 15 places in a recent Doing Business ranking. These reforms are consecutive to incentives aimed primarily to protecting minority shareholders, facilitating the transfer of ownership, payment of taxes, as well as reducing the fees in the establishment of LLCs.

These incentives have helped Togo experience a steady creation of companies. So, just for the year 2014, 8289 new companies were created against only 4581 in 2011. Creating companies could not have truly been so successful without reform in the legal system, responsible for handling commercial litigation. Modernizing justice through strengthening of capacity of the entire judicial system and control of the

© Louis Vincent





Le Président Faure Gnassingbé à la cérémonie de lancement des produits AJSEF et AGRISEF / *President Faure Gnassingbé to AJSEF and AGRISEF products launch ceremony*

S'agissant du réseau routier, il a subi de 2005 à 2014 l'une des métamorphoses les plus spectaculaires. Tous les observateurs, aussi bien nationaux qu'internationaux, s'accordent à dire qu'il y a eu une véritable révolution dans le réseau routier togolais. Une vingtaine de chantiers sont ouverts à Lomé et à l'intérieur du pays, plus de 2280 kilomètres de routes sont aménagées et réhabilitées, représentant un investissement de plus de 400 milliards de F CFA. Lomé, la capitale togolaise a vu alors l'essentiel de ses axes routiers totalement réhabilités.

L'espace maritime a, lui aussi, retenu une grande attention des dirigeants. La menace des pirates dans le golfe de Guinée a poussé le Chef de l'Etat à porter le danger qui guette l'Afrique et le monde entier à la tribune des Nations Unies lors du mandat du Togo au Conseil de sécurité de l'ONU (2012-2013). Cette initiative du Chef de l'Etat a permis aux dirigeants du monde de prendre conscience de la gravité de la menace de la piraterie maritime et d'en trouver rapidement des approches de solutions. Depuis, des initiatives régionales et internationales sont prises. D'ailleurs, dans son engagement à jouer le rôle d'avant-garde contre ce fléau, le gouvernement organisera en novembre 2015 à Lomé un sommet

activities of the institutions of the Republic, such as the Court of Auditors has further reassured businessmen.

Modern infrastructure to support growth

In ten years of governance, President Faure Gnassingbé has given Togo a new look, a beaming face that suggests a bright future. The 4-fold dynamics, which focuses the road, maritime space, Lomé airport and rail transport, allowed to providing the necessary basis for Togo to revive its economy.

Regarding the road network, it underwent from 2005 to 2014 one of the most spectacular metamorphoses. All observers, both national and international, agree that there has been a revolution in Togo's road network. About twenty sites are open in Lomé and the in backside of the country; over 2280 km of roads are built and rehabilitated, representing an investment of more than CFA F 400 billion. Lomé, the capital of Togo has seen much of its roads totally rehabilitated.

The maritime space also retains leaders' keen attention. The threat of pirates in the Gulf of Guinea led the Head of State to bring to the attention of the United Nations forum, during Togo's tenure in the →



Inauguration de l'usine de ScanTogo mines par Faure Gnassingbé et Bernd Scheifele / Inauguration of the plant ScanTogo mines by Faure Gnassingbé and Bernd Scheifele

© Louis Vincent

→ extraordinaire de l'Union Africaine consacré à la sécurité maritime et au développement en Afrique.

Au plan local, en prévision d'importantes mutations qui sont intervenues au port autonome de Lomé, notamment la construction du troisième quai et de Lomé Conteneur Terminal, des mesures de renforcement des capacités des marins-gardes-côtes par une formation continue avec l'appui des partenaires et l'acquisition de deux patrouilleurs ont été prises afin de renforcer l'action de l'Etat en mer. Le Président de la République, dans sa vision globale de faire du port autonome de Lomé une plate forme saine et sécurisée et où tous les acteurs agissant en mer travaillent en parfaite synergie, a également initié la mise sur pied du Haut Conseil Présidentiel pour la Mer. Cette structure se réunit régulièrement pour réfléchir sur toutes les questions relevant de la mer. Sur l'initiative du Président de la République, cette autorité chargée de coordonner l'action en mer a procédé à la création d'une préfecture maritime, dirigée par un préfet maritime, un officier supérieur des Forces Armées Togolaises.

Toutes ces interventions dans l'espace maritime visent un seul objectif, celui de faire du port autonome de Lomé une plate forme qui rassure les partenaires à investir davantage dans notre pays pour une croissance plus accrue.

Au plan des infrastructures aéroportuaires, une nouvelle aéroport d'une capacité d'accueil de 2 millions de passagers par an est en passe d'être inaugurée. Cette importante infrastructure contribuera à asseoir davantage le Togo comme une véritable plaque tournante du développement et des échanges commerciaux dans la sous région ouest- africaine. Nul besoin de rappeler que cette nouvelle aéroport de Lomé va également entraîner la

UN Security Council (2012-2013), the danger facing Africa and the world. This initiative of the Head of State has allowed world leaders to realize the seriousness of the threat of maritime piracy and to quickly search solutions. Since then, regional and international initiatives have been taken. Moreover, in its commitment to play the leading role in the fight against this scourge, the government will organize in November 2015 in Lomé a Special Summit of the African Union devoted to maritime security and development in Africa.

Locally, in anticipation to significant changes that have occurred at the Port of Lomé, including the construction of the third pier and Lomé Container Terminal, measures were taken for capacity building for marine-coast guards through continuous training with the partners' support and the purchase of two patrol boats to strengthen State action at sea. The President of the Republic, in his comprehensive vision to make the Port of Lomé a healthy and secure

platform, where all the actors operating at sea should work in perfect synergy also led to initiate the establishment of the High Presidential Council for the Sea. The members of this Body have regularly meet to discuss all matters concerning the sea. On the initiative of the President of the Republic, this Body, responsible for the coordination of action at sea established a Maritime Prefecture, headed by a Maritime Prefect, a Senior Officer of the Togolese Armed Forces.

All these interventions in the maritime space target a single objective: make the Port of Lomé a platform that reassures partners to invest more in the country for a further growth.

In terms of airport infrastructure, a new terminal with a capacity of 2 million passengers per year is about to be inaugurated. →

L'extension du réseau diplomatique constatée à partir de 2010

The extension of the diplomatic network established from 2010



union togolaise de banque

un Densé Réseau de correspondants étrangers à votre service

Votre Satisfaction fait notre Réputation



Crédit assurance – Souscription

Partenariat avec les compagnies d'assurances

Pour tous les types d'assurances

- Auto - Moto - Garantie Protection Familiale - Vie - Santé - Maisons - Magasins - Import - Export - Garantie Homme Clé - Parcs automobiles - Etablissements scolaires - Centres hospitaliers...

Pour tout le monde

- Particuliers - Entreprises - Clients UTB - Non clients

DEUX MODES D'ACCÈS
pour UN GRAND RACCOURCI vers votre compte.
Directement et en temps réel glissez-vous au plus près de vos finances.



Nos cartes Bancaires

GIM UEMOA VISA



Nos cartes Bancaires

PREPAYEES



Service Clientèle : Tél 22 21 84 42
Fiable, Rapide et Sûr

SIÈGE SOCIAL / DIRECTION GENERALE

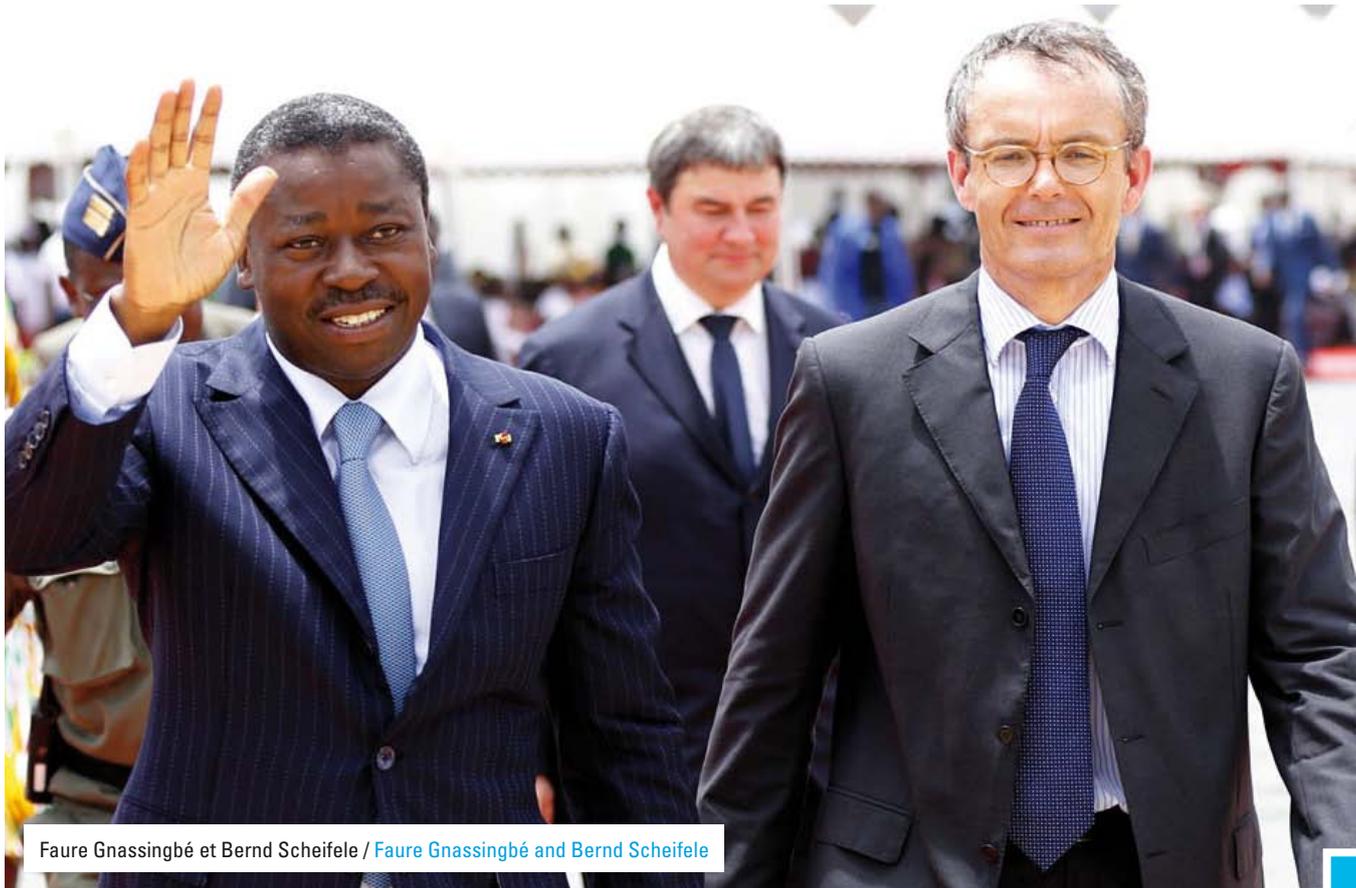
Lomé Nyékonakpoè Boulevard du 13 Janvier

BP 359 Lomé – TOGO Tél : 22 23 43 00 / 01 / 22 23 44 00 Fax : 22 21 22 06

E-mail : utbsdg@utb.tg site web : www.utb.tg



moving money for better



Faure Gnassingbé et Bernd Scheifele / Faure Gnassingbé and Bernd Scheifele

© Louis Vincent

→ création de milliers d'emplois directs et indirects, notamment pour les jeunes diplômés.

Il est une constante qui se dégage de la gouvernance du Président Faure Gnassingbé, celle d'une très grande volonté d'apporter des innovations et des approches de solutions dans tous les secteurs d'activités en vue de moderniser la société togolaise.

Un regard bienveillant vers le social

Le social est de tous les temps un secteur préoccupant pour tout dirigeant. Au Togo, d'énormes efforts ont été faits dans ce secteur. La gratuité de l'enseignement préscolaire et primaire a été d'un grand soulagement pour de nombreuses populations surtout en zones rurales.

Dans le domaine de la santé, les efforts du gouvernement sont permanents. L'assurance maladie pour les fonctionnaires de l'administration publique, la subvention de la césarienne pour les agents de l'Etat à concurrence de 90%, la Campagne de la Réduction de la Mortalité Maternelle en Afrique (CARMMA), etc., sont autant d'éléments qui traduisent l'engagement du gouvernement à faire de la santé une de ses principales priorités.

En ce qui concerne l'emploi des jeunes, le Ministère du développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes a, sous la coupole du gouvernement, mis sur pied le Programme de Volontariat National au Togo (PROVONAT) pour donner la chance aux nombreux jeunes diplômés de faire leur première expérience de l'administration publique et dans des sociétés privées de la place. A ce jour, plus de 8000 jeunes ont trouvé un premier emploi grâce à ce dispositif qui sera renforcé par la création de l'Agence nationale du volontariat.

Si sur le plan national la dynamique gouvernementale a laissé ses empreintes dans tous les secteurs de la vie socio-économique, cet activisme est également à saluer au plan international.

Une diplomatie offensive inspirée par le Chef de l'Etat

Depuis l'avènement du Président Faure Gnassingbé à la magistrature suprême, la diplomatie togolaise n'a de cesse de subir des mutations pour de nouvelles orientations.

This important infrastructure will help establish Togo more as a hub of development and trade in the West African sub region. It is needless to recall that this new terminal of Lomé will also allow for the creation of thousands of direct and indirect jobs, especially for young graduates.

There shows a constant in the governance of President Faure Gnassingbé: that of a great desire to bring innovation and solution approaches in all sectors in order to modernize the Togolese society.

A benevolent look towards the social area

The social area is an all-time concern for all leaders. In Togo, enormous efforts have been made in this area. Free preschool and primary education has been a great relief for many people especially in rural areas.

In the health sector, government's efforts are permanent. Health insurance for employees of public administration, the grant of 90% off the cesarean fees for public female agents, the Campaign on Minimizing Maternal Mortality in Africa (CARMMA), etc., are as many instances, which reflect the government's commitment to make health a top priority.

Regarding youth employment, the Ministry for Grassroots Development, Crafts, Youth and Youth Employment has, under the leadership of the Government established the National Volunteer Programme in Togo (PROVONAT) to give a chance to many young graduates to have their first experience of public administration and private companies. To date, more than 8,000 young people have found their first job through this structure, which will be strengthened by the establishment of the National Volunteer Agency.

If the government's dynamics has left its footprints in all sectors of the socio-economic life on national level, this activism is also to be welcomed internationally.

An offensive diplomacy inspired by the Head of State

Since President Faure Gnassingbé took office, the Togolese diplomacy has constantly explored new directions.



Lancement de l'interconnexion de l'administration publique par fibre optique / Launch of the interconnection of public administration by optic fiber

De 2005 à 2010, la diplomatie togolaise s'est attelée, sous la conduite du premier diplomate, S.E.M. Faure Gnassingbé, dans une pédagogie exemplaire à peaufiner l'image du pays en procédant à des explications de sa gouvernance basée sur l'apaisement du climat politique et la cohésion nationale. Cet exercice a été un grand succès, en témoignent les résultats qui s'en sont suivis, notamment la reprise, dès 2007 de la coopération avec les principaux partenaires du Togo.

A partir de 2010, la diplomatie togolaise épouse définitivement un nouveau concept, la diplomatie au service du développement, un leitmotif qui rime désormais avec les nouvelles aspirations du gouvernement de faire de ce secteur un autre pilier de l'économie togolaise.

L'extension du réseau diplomatique constatée à partir de 2010 vers les nouveaux pôles de développement dans le monde répond parfaitement aux objectifs tracés par le Chef de l'Etat de vendre la brillante image de notre pays.

Cette offensive diplomatique a enregistré de très bonnes performances au plan international. Il faut reconnaître d'emblée que le succès de la diplomatie togolaise n'est que le reflet de la bonne gouvernance interne au pays. Cette reconnaissance a été saluée par la communauté internationale, ce qui a valu au Togo son élection au Conseil de sécurité des Nations Unies, en qualité de membre non permanent entre 2012 et 2013.

Du haut de cette grande tribune mondiale, la voix du Togo a résonné et les retombées de cette présence parmi les "grands" de ce monde pour promouvoir, entre autres, la paix et la solidarité internationale ne finiront guère de donner un cachet spécial à la nation tout entière.

Pour la décennie 2005-2015, la gouvernance du Président Faure Gnassingbé se résume à quatre concepts clés, à savoir, apaisement, réformes, chantiers de développement et investissement des fruits de la croissance. Les principes de bases de cette gouvernance sont partagés par les togolaises et les togolais qui saluent majoritairement les qualités personnelles du Président Faure Gnassingbé pour sa vision, son audace, son amour pour la patrie et sa ferme détermination à faire entrer le Togo dans la modernité et relever les défis de l'émergence à l'horizon 2030.

From 2005 to 2010, the Togolese diplomacy has endeavored, under the guidance of its leader, H E Mr. Faure Gnassingbé, in an exemplary pedagogy to refine the country's image through explanations of his governance, which is based on the appeasement of the political climate and national cohesion. This exercise has been highly successful, evidenced by the results that have followed, including the resumption of cooperation with the main partners of Togo since 2007.

Since 2010, the Togolese diplomacy has definitely adopted a new concept: diplomacy serving the development – a leitmotif that is now synonymous with the new aspirations of the government to make this sector another pillar of the Togolese economy.

The extension of the diplomatic network established from 2010 to the new development areas in the world perfectly meets the objectives set by the Head of State to sell the bright image of our country.

This offensive diplomacy has recorded very good performances internationally. It must be recognized from the outset that the success of the Togolese diplomacy is only a reflection of good internal governance in the country. This recognition has been welcomed by the international community, which earned Togo its election to the United Nations Security Council as non-permanent member between 2012 and 2013.

From this great global platform, the voice of Togo resonated and the outcome of this presence among the "Greatest" of this world to promote, inter alia, peace and international solidarity, has not finished giving a special seal to the entire nation.

For the decade 2005-2015, the governance of President Faure Gnassingbé boils down to four key concepts, namely, appeasement, reform, development projects and investment of the fruits of growth. The principles of this governance bases are shared by the sons and daughters of Togo, who mostly hail the personal qualities of President Faure Gnassingbé for his vision, his boldness, his love for the country and his firm determination to make Togo enter into modernity and meet the challenges of emergence by the year 2030..

Une coopération prometteuse entre le Togo et la Lettonie

A promising cooperation between Togo and Latvia

par M. Arsenn AGBESSINO, Conseiller en Communication du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
by Mr. Arsenn AGBESSINO, Communication Advisor of Minister of Foreign Affairs and Cooperation

L'établissement des relations diplomatiques entre la République Togolaise et la République de Lettonie depuis le 23 septembre 2014, a franchi un pas de plus les 7 et 8 janvier 2015, par une visite officielle de Robert Dussey, Ministre Togolais des Affaires étrangères et de la coopération à Riga, la capitale Lettonne, pays d'Europe orientale, sur la Baltique, 64 000km² et 2 406 000 habitants. Le pays a développé son industrie. Depuis quelques années, la Lettonie s'intéresse davantage au continent africain / *The establishment of diplomatic relations between the Republic of Togo and the Republic of Latvia since September 23, 2014, has taken a further step on January 7 and 8, 2015, by a working visit of Robert Dussey, Togolese Minister of Foreign Affairs and Cooperation in Riga, the Latvian capital, country of Eastern Europe, on the Baltic, 64 000km² and 2,406,000 inhabitants. The country has developed its industry during the Soviet period but now suffers from lack of raw materials. In recent years, Latvia is more interested in Africa.*

Les relations d'amitié et de coopération étaient au cœur des échanges entre. Robert Dussey et son homologue Letton, Edgars Rinkēvičs, Ministre des Affaires étrangères de Lettonie.

La Présidence en exercice de l'Union Européenne entamée par la Lettonie depuis le 1^{er} janvier 2015, et dont le thème axé sur le développement, « 2015 : année européenne du développement (EYD2015) » intéresse le Togo, bénéficiaire d'une aide européenne de 216 millions d'euros à travers le XI^{ème} FED, a été l'occasion pour le Chef de la diplomatie Togolaise de féliciter son homologue Letton Edgars Rinkēvičs.

La coopération avec l'Union Africaine, la coopération économique, la sécurité et la coopération post-2015 dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont été abordées par les deux diplomates.

L'Afrique est, selon Edgars Rinkēvičs le « continent du futur » et la Lettonie compte être sur le marché africain par le biais des investissements et de la coopération. Aucun développement n'étant possible sans la paix, les questions de sécurité liées aux foyers de tensions, de crises, de conflits, aux groupes terroristes ainsi qu'à la piraterie maritime ont été discutées par les deux hommes. Le ministre Togolais a informé son homologue de la tenue à Lomé d'un Sommet de l'Union Africaine sur la sécurité maritime en novembre 2015.

Sur la santé, un sujet d'une grande importance africaine ces derniers mois, le ministre Dussey a rassuré ses partenaires Lettons des progrès enregistrés par le Président de la République Togolaise, coordonnateur de la CEDEAO pour l'éradication de la fièvre à virus Ebola.

Parmi les nombreuses questions, les deux ministres ont souhaité la création d'un Groupe d'amitié Togo-Lettonie / Lettonie-Togo au sein des Parlements respectifs pour renforcer la coopération technique, les échanges d'expérience, la formation. La Lettonie pourrait également former les étudiants et techniciens Togolais.

La diplomatie économique, nouveau bréviaire qui guide le ministre Dussey dans toutes ses actions au service du développement, a été une fois de plus démontrée à Riga, où il a rencontré Inèse STE-

The relations of friendship and cooperation were at the heart of discussions between Robert Dussey and his Latvian counterpart Edgars Rinkēvičs, Minister of Foreign Affairs of Latvia.

The Presidency of the European Union chaired by Latvia on January 1, 2015 and whose topic focuses on the development, «2015: European year of development (EYD2015)» has interested Togo, beneficiary of European aid of 216 million through the EDF XI, was an opportunity for the Head of the Togolese diplomacy to congratulate his Latvian counterpart Edgars Rinkēvičs.

The cooperation with the African Union, economic cooperation, security and post-2015 cooperation within the framework of the Millennium Development Goals (MDGs) were discussed by the two diplomats.

Africa is, according Edgars Rinkēvičs the «continent of the future» and Latvia expects to be on the African market through investments and cooperation. No development is possible without peace, security issues related to areas of tension, crisis, conflicts, terrorist groups as well as maritime piracy were discussed by the two men. The Minister Dussey informed his counterpart about the holding in Lome of a summit of the African Union on maritime safety in November 2015.

Regarding health, an issue of great importance for Africa in recent months, the minister Dussey reassured his Latvian partners of progress made by the President of the Republic of Togo, ECOWAS coordinator for the eradication of Ebola.

Among the many issues, the two ministers wished to create a Togo-Latvia Friendship Group / Latvia-Togo within the respective parliaments to strengthen technical cooperation, exchange of experience and training. Latvia could also train Togolese students and technicians.

Economic diplomacy, new breviary which guides the Minister Dussey in all his actions for development was once again demonstrated in Riga, where he met Inèse STEPINA, →

La **SAZOF** en marche vers l'**API-ZF**

Agence Nationale de Promotion
des Investissements et de la
Zone Franche

investir
au **Togo**



Togo

L'**Agence Nationale de Promotion des Investissements et de la Zone Franche (API-ZF)** nouvellement créée, a pour mission l'administration du Code des Investissements, du statut de la zone franche industrielle et des travaux spécifiques qui lui sont confiés.

L'API-ZF vise à redynamiser la promotion des investissements dans des secteurs clés de l'économie togolaise et à favoriser la création d'emplois pérennes et qualifiés.

L'API-ZF est surtout le guichet unique par excellence de l'investissement au Togo. L'API-ZF vous fournit toutes les informations et vous accompagne dans le montage de votre projet d'investissement. Elle vous informe et vous explique les différents avantages contenus dans la législation togolaise notamment, le régime :

- du statut de la Zone Franche ;
- du Code des Investissements ;
- des Conventions particulières ;
- d'entrepôt industriel ;
- d'entrepôts de stockage ;
- du Code Minier ;
- et de la Charte des PME/PMI.

L'API-ZF vous accompagne aussi, si vous investissez sous le régime du Droit Commun.

API-ZF

2564, Avenue de la Chance

BP : 3250 - Lomé

Tél : +228 22 53 53 60

E-mail : sazof@zonefranchetogo.tg



API-ZF, le Guichet Unique de l'investissement au Togo



Robert Dussey et Edgars Rinkevics à Riga / *Robert Dussey and Edgars Rinkevics at Riga*

© republicofogo

→ PINA, Directrice Générale Adjointe de la Confédération du Patronat de Lettonie (LDDK) qui regroupe plus de 5000 sociétés dans 110 secteurs d'activités telle que la production du matériel ferroviaire, de radios et de communication, de médicaments, de sucre, de textile, de produits dérivés du bois, de sidérurgie et des services.

Heureuse de cette visite prospective et économique du Chef de la diplomatie Togolaise accompagné de Kanyi Galley LOGOSU-TEKO, Ministre Conseiller à l'ambassade du Togo en Allemagne à Riga, madame Inèse STEPINA a déclaré que son pays était dans la même dynamique, particulièrement celle de diversifier son partenariat économique en Afrique notamment au Togo.

Le ministre Togolais a aussi rencontré successivement les membres de la chambre de commerce et d'industrie de Lettonie, les représentants du Laboratoire pharmaceutique OLAINFARM et ceux de NPK EXPERT LTD à qui, il a présenté les nombreux avantages à investir au Togo où, les infrastructures routières, aéroportuaires sont modernisées, le climat des affaires est favorable aux investisseurs étrangers, les garanties juridiques ainsi qu'un environnement sécurisé. La position géostratégique du Togo a-t-il rappelé est une opportunité unique dans la sous-région. Investir au Togo, c'est investir en Afrique de l'Ouest, ont compris les opérateurs économiques et diplomates Lettons présents à cette rencontre.

Très peu présents en Afrique, les opérateurs économiques et diplomates Lettons ont été conquis par les mots du Chef de la diplomatie Togolaise, dont la visite a eu des retombées positives sur les relations Togo-Lettonie.

En effet, une délégation du patronat Letton a effectué une visite prospective à Lomé, du 16 au 19 février 2015. Conduite par Girts CELAJS, Président du Conseil d'Administration du Groupe Expert Complex Fertilizers et Conseiller au Ministère des Affaires étrangères de la Lettonie, la délégation a rencontré les hautes autorités politiques, les acteurs du monde économique, du secteur public et privé, et échangé avec la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo, le Port Autonome de Lomé, le Ministère de l'Agriculture.

A ce jour, les échanges entre le Togo et la Lettonie représentent à peine 2% de la balance commerciale mais cette visite réussie du Chef de la diplomatie Togolaise, marquée par ce chassé-croisé d'hommes d'affaires Togolais et Lettons dans les deux capitales est d'ores et déjà, le signe des bonnes relations diplomatiques entre les deux pays et d'un avenir radieux sous le ciel de Lomé et de Riga.

Deputy Director General of the Latvian Employers Confederation (LDDK) which includes more than 5,000 companies in 110 industries sectors such as the production of railway equipment, radios and communication, medicine, sugar, textiles, wood products, iron and steel industry and services.

Happy of this prospective and economic visit of the Head of the Togolese diplomacy accompanied by Kanyi Galley LOGOSU-TEKO, Counsellor Minister at the Embassy of Togo in Germany in Riga, Ms. Inese STEPINA stated that his country was in the same dynamic, especially that to diversify its economic partnership in Africa, especially in Togo.

Robert DUSSEY also met successively the members of the chamber of commerce and industry of Latvia, representatives of the pharmaceutical laboratory OLAINFARM and those of NPK EXPERT LTD to whom, he presented the many benefits of investing in Togo where, road infrastructure, airports are modernized, the business climate is favorable to foreign investors, legal rights and a secure environment. The geostrategic position of Togo he recalled is a unique opportunity in the sub-region. Invest in Togo, is investing in West Africa, have grasp economic operators and Latvians diplomats present at the meeting.

With a Very little presence in Africa, Latvian economic operators and diplomats have been seduced by the words of the Head of the Togolese diplomacy, Robert DUSSEY whose visit had a positive impact on the Togo-Latvia relations.

Indeed, a delegation of Latvian Employers conducted a prospective visit to Lomé from February 16 to 19, 2015. Led by Girts CELAJS, Chairman of the Board of Directors of Complex Fertilizers Expert Group and Advisor to the Ministry of Foreign Affairs of Latvia, the delegation met with the highest political authorities, economic actors of the public and private sector, and discussed with the Chamber of Commerce and Industry of Togo, Lomé Port Authority, the Ministry of Agriculture.

To date, the exchanges between Togo and Latvia represent only 2% of the trade balance but this successful visit of the Head of the Togolese diplomacy, Robert DUSSEY marked by the crossover of Togolese and Latvian's businessmen has already announced, a bright future under the sky of Lomé and Riga.



Coopération Togo-Thaïlande : mission économique en Thaïlande

Togo-Thailand cooperation: economic mission in Thailand

par M. Koudjo ADANOU, Directeur de la Coopération Internationale

by Mr. Koudjo ADANOU, Head of International Cooperation Department

Le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Robert Dussey a effectué, du 11 au 14 février 2015, une visite officielle au Royaume de Thaïlande, la première de haut niveau depuis l'établissement des relations diplomatiques entre le Togo et la Thaïlande il y a près de 30 ans. / The Minister of Foreign Affairs and Cooperation, Robert Dussey undertook, from 11 to 14 February 2015, an official visit to the Kingdom of Thailand, the first high level since the establishment of diplomatic relations between Togo and Thailand about 30 years ago.

Ce déplacement diplomatique revêt également un caractère économique. En effet, le Chef de la diplomatie togolaise était accompagné des représentants du secteur privé, de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) ainsi que de plusieurs départements ministériels.

Le séjour de la délégation togolaise en Thaïlande, riche en activités, a été marqué, en marge du tête à tête entre le Ministre Dussey et son homologue thaïlandais, le Général Tanasak Patimapragorn, par la visite de deux entreprises de référence :

The Royal Chitralada Project, une initiative de sa Majesté le Roi, comprenant un laboratoire d'expérimentation de riz et une vingtaine d'unités de production de produits alimentaires et pharmaceutiques, et

Charoen Pokphand Foods Public Company Limited, le leader thaïlandais dans les domaines agroindustriel et agroalimentaire.

Cette visite a été rehaussée par une Journée économique du Togo, organisée en collaboration avec l'Agence Thaïlandaise d'Investissement. Elle a été l'occasion pour les officiels togolais de présenter l'attractivité du climat des affaires au Togo en mettant un accent particulier sur les multiples opportunités d'investissement qu'offre le pays dans les domaines de l'agriculture, des mines, du tourisme, du transport, de l'énergie et de l'habitat. L'exercice a consisté à un échange interactif couplé d'une séance de B-to-B entre les délégations des deux pays.

Le tête-à-tête entre les deux Ministres a été l'occasion d'aborder des questions touchant à la coopération bilatérale et multilatérale avec un intérêt manifesté pour les domaines économique, technique et de la sécurité maritime.

This diplomatic trip is also economic in nature. Indeed, the Head of the Togolese diplomacy was accompanied by the representatives of the private sector, the Chamber of Commerce and Industry of Togo (CCIT) as well as several ministries.

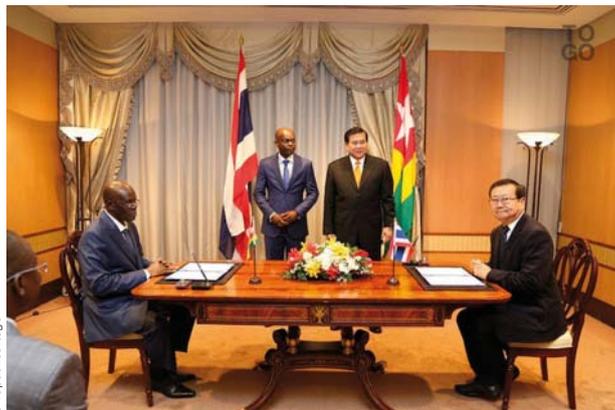
The stay of the Togolese delegation in Thailand, full of activities was marked, on the sidelines of the head-to-head between the Minister Dussey and his Thai counterpart, General Tanasak Patimapragorn, with the visit of two reference companies:

- The Royal Chitralada Project, an initiative of His Majesty the King, with a rice experimental laboratory and a score of producing food and drug units, and

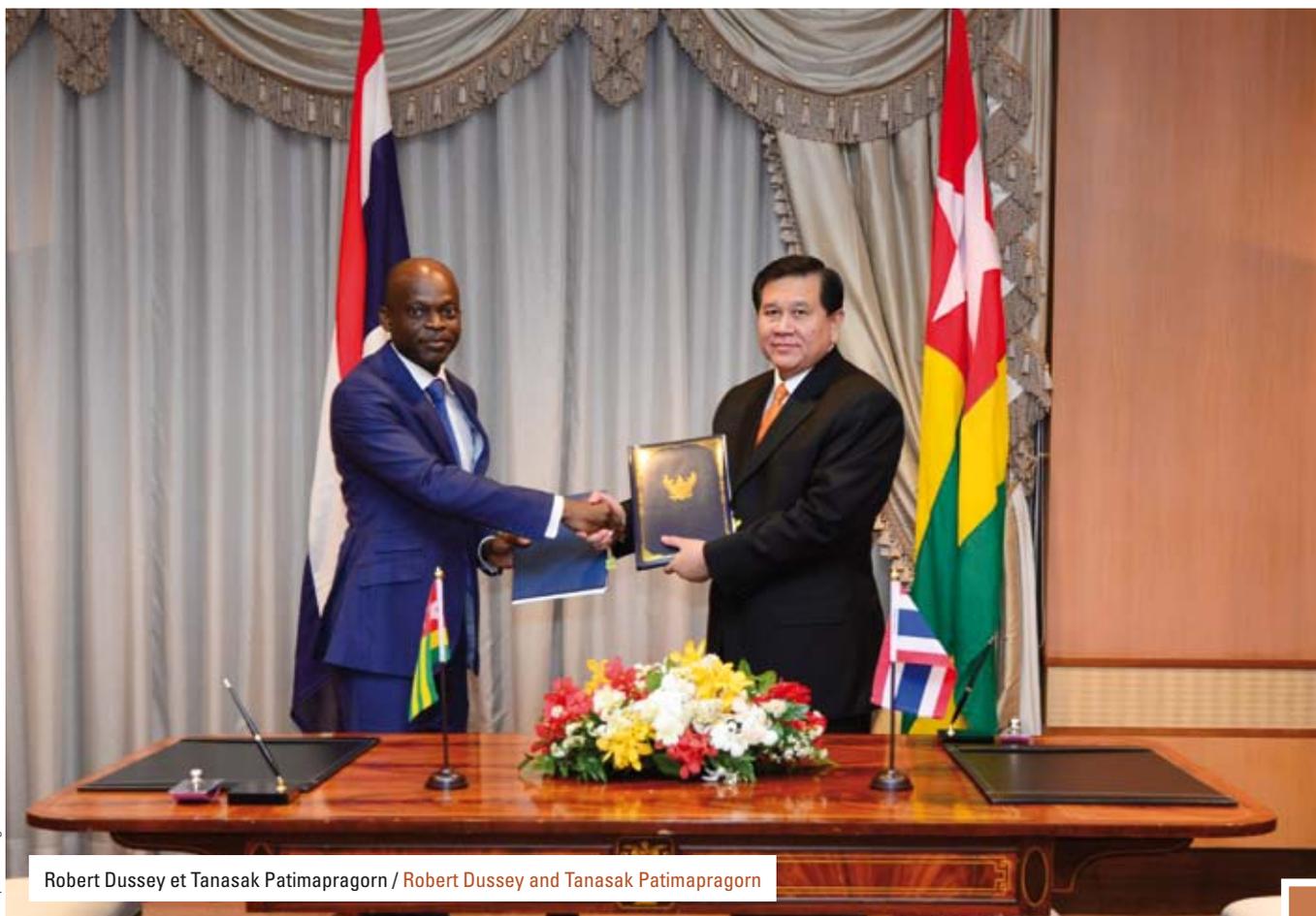
- Charoen Pokphand Foods Public Company Limited, Thailand's leader in agribusiness and food processing areas.

This visit was enhanced by a «Togo economic Day», organized in collaboration with the Thai Investment Agency. It was an opportunity for the Togolese officials to present the attractiveness of the business climate in Togo with a particular emphasis on the multiple investment opportunities offered by the country in the areas of agriculture, mining, tourism, transport, energy and housing. The exercise consisted of an interactive exchange coupled with a meeting of B-to-B between the delegations of both countries.

The head-to-head between the two Ministers was the opportunity to discuss issues of bilateral and multilateral cooperation with an interest in the economic, technical, and maritime security fields.



Signature du mémorandum entre la chambre du Commerce du Togo et la Chambre de commerce de Thaïlande / Signing of the memorandum between the togolese Chamber of Commerce and the Chamber of Commerce in Thailand



Robert Dussey et Tanasak Patimapragorn / Robert Dussey and Tanasak Patimapragorn

© republicoftogo



Ce fut l'occasion pour le Gouvernement togolais de proposer au Gouvernement thaïlandais un partenariat fondé sur une coopération triangulaire et couvrant les secteurs de développement avec le soutien d'institutions comme l'Exim Bank of Thailand et l'Agence thaïlandaise de Coopération Internationale pour le Développement (TICA). Il a aussi saisi cette occasion pour remercier le Gouvernement du Royaume de Thaïlande pour l'octroi de bourses à des officiels togolais dans différents domaines conformément au programme de la TICA.

Dans le souci de formaliser et de renforcer la coopération entre la République du Togo et le Royaume de Thaïlande, les Ministres Dussey et Patimapragorn, ont signé et présidé la signature de trois protocoles d'accord, à savoir :

Le Protocole d'Entente sur la Coopération entre le Ministère des Affaires étrangères du Royaume de Thaïlande et le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération de la République Togolaise ;

Le Protocole d'Accord entre le Gouvernement du Royaume de la Thaïlande et le Gouvernement de la République Togolaise sur la Coopération Technique et ;

Le Protocole d'Entente entre la Chambre de Commerce de Thaïlande et la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo.

Les deux Chefs de délégations se sont félicités de la présente rencontre qui fera date dans les relations entre la Thaïlande et le Togo en tant qu'étape historique du renforcement de leur partenariat économique.

It was an opportunity for the Government of Togo to propose to the Government of Thailand a partnership based on a triangular cooperation, covering development sectors with the support of institutions such as the Exim Bank of Thailand and the Thai International Cooperation Agency for Development (TICA). He also took the opportunity to thank the Government of Thailand for granting scholarships to Togolese officials in different areas according to TICA program.

In order to formalize and strengthen the cooperation between the Republic of Togo and the Kingdom of Thailand, the Ministers Dussey and Patimapragorn, signed and chaired the signing of three memoranda of understanding, namely:

-The Memorandum of Understanding on Cooperation between the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of Thailand and the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation of the Togolese Republic;

-The Memorandum of Agreement between the Government of the Kingdom of Thailand and the Government of the Republic of Togo on the Technical Cooperation;

-The Memorandum of Understanding between the Chamber of Commerce of Thailand and the Chamber of Commerce and Industry of Togo.

The two Heads of delegations welcomed this meeting which will mark a milestone in the relations between Thailand and Togo as a historic step of strengthening their economic partnership.

Ce fut l'occasion pour le Gouvernement togolais de proposer au Gouvernement thaïlandais un partenariat fondé sur une coopération triangulaire

It was an opportunity for the Government of Togo to propose to the Government of Thailand a partnership based on a triangular cooperation



**AVEC Océane
COMMUNIQUEZ EN COULEUR**

apréSENT
communication & production

Lomé renforce ses relations diplomatiques avec Brasilia

Lome strengthens its diplomatics relationship with Brasilia

par M. Messan Amakoe KLUTSE, Attaché de Cabinet du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
by Mr. Messan Amakoe KLUTSE, Cabinet Attache of Minister of Foreign Affairs and Cooperation

La République Fédérative du Brésil est le plus grand Etat d'Amérique latine. Avec une population d'environ 201 millions d'habitants et une superficie de 8 514 876 Km², il couvre 47,3% du territoire de l'Amérique du Sud, partageant des frontières avec tous les pays du continent à l'exception du Chili et de l'Equateur. Puissance régionale de l'Amérique latine, et 7^{ème} puissance économique du monde au début de l'année 2013, le Brésil est considéré comme une grande puissance émergente. Il est membre notamment de l'Organisation des Nations Unies, du Mercosul, du G20, des BRICS (Brésil, Russie, Inde et Chine). / *The Federative Republic of Brazil is the largest state in Latin America. With a population of about 201 million inhabitants and an area of 8,514,876 square kilometers, it covers 47.3% of the South America territory, sharing borders with all countries of the continent except Chile and Ecuador. Regional power in Latin America and the world 7th economy at the beginning of 2013, Brazil is considered as a great emerging power. It is a member namely of the United Nations, the Mercosul, G20, BRICS (Brazil, Russia, India, China and South Africa).*

Jadis, les relations de Coopération entre le Brésil et l'Afrique remontent au lendemain des indépendances des Etats africains. En quête d'une émergence, le Brésil lorgne à nouveau les ressources énergétiques et minières mais aussi le marché africain de plus en plus porteur. L'occasion faisant le larron, la diplomatie économique du Président Faure Essozimna Gnassingbé a trouvé écho au Brésil où le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération a effectué une visite officielle du 18 au 22 février 2015.

Les bases de la coopération entre le Togo et le Brésil

Pour mémoire, le drapeau brésilien flotte de nouveau dans le ciel de Lomé depuis 2006 et le Togo vient d'en faire de même lors de cette visite qui consacre les bases d'une coopération plus renforcée, axée sur le levier économique et social. En toile de fond quelques accords techniques dont :

- L'Accord de coopération technique et scientifique entre le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil et le Gouvernement Togolais signé à Lomé le 03 novembre 1972 ;
- L'Accord de coopération culturelle entre le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil et le Gouvernement Togolais signé à Lomé le 03 novembre 1972 ;
- L'Accord portant création de la Commission Mixte de Coopération entre le Gouvernement de la République Togolaise et le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil signé à Brasilia le 18 août 1988 ;
- L'accord subsidiaire relatif à la "Gestion du Patrimoine matériel et immatériel du Togo" ayant pour objet la formation des professionnels togolais en vue de la gestion du patrimoine matériel et immatériel, de la restauration des sites et monuments, de la formation aux métiers du patrimoine et du tourisme culturel ;
- L'Accord subsidiaire relatif au projet "Appui institutionnel à l'ITRA" dont l'objet est de renforcer les capacités institutionnelles de l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA) dans les domaines de la production, la transformation, la mécanisation aux petits producteurs, l'analyse des semences, la post-récolte des produits agricoles, l'organisation des producteurs ruraux et la vulgarisation.
- Le Memorandum d'entente entre le Gouvernement de la République Togolaise et le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil est relatif à l'établissement d'un

Formerly, cooperative relations between Brazil and Africa date back after independences of African states. In search of an emergence, Brazil again eyeing the energy and mineral resources but also the African market increasingly promising.

Opportunity making the thief, the economic diplomacy of President Faure Gnassingbé was echoed in Brazil, where the Minister of Foreign Affairs and Cooperation, paid an official visit on February 18 to 22, 2015.

Basis of cooperation between Togo and Brazil

For the record, the Brazilian flag flies again in the sky of Lome since 2006 and Togo has just done the same during this visit which enshrines the foundation for a more enhanced cooperation, focusing on the social and economic leverage. In the background some technical agreements including:

- The technical and Scientific Cooperation Agreement between the Government of the Federative Republic of Brazil and the Government of Togo signed in Lome on November 3, 1972;
- The Cultural Cooperation Agreement between the Government of the Federative Republic of Brazil and the Government of Togo signed in Lome on November 3, 1972;
- The Agreement establishing the Joint Commission for Cooperation between the Government of the Republic of Togo and the Government of the Federative Republic of Brazil signed in Brasilia on août 18, 1988;
- The Subsidiary Agreement on "Management of material and immaterial Heritage in Togo" for the purpose of Togolese professional training for the management of material and immaterial heritage, restoration of sites and monuments, the Training for trade of Heritage and cultural tourism;
- The subsidiary Agreement concerning 'Institutional support for ITRA' Project which purpose is to strengthen the institutional capacity of the Togolese Agricultural Research Institute (ITRA) in the fields of production, processing, mechanization for small producers, seed analysis, post-harvest agricultural products, the organization of rural producers and popularization.
- The Memorandum of Understanding between the Government of the Republic of Togo and the Government of the Federative Republic of Brazil on the establishment of a political consultation mechanism. By this memorandum, the parties want to strengthen the cordial bilateral relations, to promote understanding and cooperation between the two



Mauro Vieira et Robert Dussey / Mauro Vieira and Robert Dussey

mécanisme de consultations politiques. Par ce mémorandum les parties veulent intensifier des relations bilatérales cordiales, promouvoir l'entente et la coopération entre les deux pays dans tous les domaines, maintenir la paix et la sécurité régionales et internationales et favoriser le progrès économique et social des peuples.

Les Nouvelles Orientations

La coopération entre le Togo et le Brésil a marqué le pas avec la période difficile des années 90 et a retrouvée de nouvelles couleurs.

Depuis quelques années, le Chef de l'Etat Togolais, S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbé a donné de nouvelles directives pour une diplomatie plus active axée sur l'économie et le développement. C'est ainsi qu'en vue de la réouverture de l'Ambassade du Togo à Brasilia, le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Togo, S.E.M. Robert Dussey a effectué une visite officielle au Brésil du 18 au 22 février 2015.

Aussi, doit-on le rappeler, cette visite du Ministre Dussey avait un caractère prospectif. Dans la nouvelle dynamique de coopération économique, le Chef de la Diplomatie Togolaise a rencontré au cours de sa visite des acteurs du développement du secteur privé et public du Brésil en vue de faire un état des lieux de la coopération existante et de prospector les opportunités que pourrait offrir aux deux parties le réchauffement de leurs relations diplomatiques.

Ainsi, il a successivement :

- eu une séance de travail avec la Fédération des industriels de l'Etat de Sao Paulo regroupant plus de 130 associations de secteurs d'activités,
- visité l'usine aéronautique EMBRAER à San José do Campos ;
- échangé avec les responsables de la Brazilian Agricultural Research Corporation (EMBRAPA) spécialisée dans la recherche agronomique. Cette institution est en partenariat depuis 2009 avec l'Institut pour la Recherche Agronomique (ITRA) du Togo dont elle assure le renforcement des capacités institutionnelles.

Lors de sa rencontre avec son homologue brésilien des Relations Extérieures, le Chef de la Diplomatie Togolaise a rappelé les avantages que le Brésil gagnerait à venir investir à Lomé.

Il a exposé à son homologue les potentialités économiques du Togo :

countries in all areas, to maintain peace and international and regional security and promote economic and social progress of peoples.

The New Directions

The Cooperation between Togo and Brazil faltered with the difficult period of the 90s and found new colors for several years.

In recent years, the Togolese Head of State, H. E. Mr. Faure Gnassingbe Essozimna provided new guidelines for more active diplomacy focused on the economy and development. Thus, in view of the reopening of the Embassy of Togo in Brasilia, the Minister of Foreign Affairs and Cooperation of Togo, H. E. Mr. Robert Dussey paid an official visit to Brazil from February 18 to 22, 2015.

Also, should we recall that the visit of the Minister Dussey was a prospective one. In the new dynamics of economic cooperation, the Head of the Togolese Diplomacy met during his visit private and public sector development actors of Brazil in order to make an inventory of existing cooperation and explore the opportunities that could offer to both parties the warming of diplomatic relations.

Thus, he successively has:

- Had a working session with the Federation of Sao Paulo state industrial businessmen with more than 130 associations of industries,
- Visited the EMBRAER aircraft factory in San Jose do Campos;
- Discussed with the leaders of the Brazilian Agricultural Research Corporation (EMBRAPA) specialized in agricultural research. This institution has been in partnership since 2009 with the Institute for Agricultural Research (ITRA) of Togo which it provides the institutional capacity building.

During his meeting with his Brazilian counterpart of Foreign Relations, the Head of the Togolese diplomacy recalled the benefits that Brazil would win while coming to invest in Lome.

He has exhibited to his counterpart Togo's economic potentialities:

- geostrategic position of the country (one of the best gateways to the West African region);
 - advantage of the free zone with an attractive taxation;
 - port and airport infrastructure of reference;
 - existence of ASKY airline with a hub in Lome, etc.
- The other part of the discussions focused on bilateral cooperation;*
- Promotion of Tourism between Togo and Brazil;
 - Strengthening Cooperation in the field of sport;
 - exploring ways for cooperation in commercial, industrial and energy infrastructure;



Photo de famille à la société EMBRAPA / Family photo at EMBRAPA society

© Anne De Oliveira

- - position géostratégique du pays (l'une des meilleures portes d'entrée dans la région ouest africaine) ;
- avantage de la zone franche avec une fiscalité attractive ;
- infrastructures portuaire et aéroportuaire de référence ;
- existence d'une compagnie aérienne ASKY avec un hub à Lomé, etc.

L'autre volet des discussions a porté sur la coopération bilatérale :

- promotion du Tourisme entre le Togo et le Brésil ;
- renforcement de la Coopération dans le domaine du sport ;
- exploration de pistes de coopération en matière commerciale, d'infrastructures industrielles et énergétiques ;
- échanges dans le domaine de l'enseignement technique et de la formation professionnelle...

Cette visite a été l'occasion pour le Chef de la Diplomatie togolaise d'aborder des questions d'actualité internationale :

- lutte contre le terrorisme international (la situation sécuritaire de la sous région, les activités d'AQMI au Sahel et de Boko-Haram dans le Nord du Nigeria, la piraterie maritime, en général, et dans le Golfe de Guinée, en particulier) ;
- organisation, du 03 au 07 novembre 2015 à Lomé, de la Session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine sur la Sécurité Maritime et le Développement en Afrique ;
- lutte contre l'épidémie du virus Ebola dont le Chef de l'Etat Togolais assure la coordination au niveau régional.

Une mission économique togolaise des secteurs public et privé sera dépêchée, dans les prochains mois, au Brésil pour y rencontrer les industriels, hommes d'affaires et opérateurs du secteur public brésiliens en vue des nouvelles bases à poser pour une coopération bilatérale plus prospère et bénéfique pour les deux parties.

© Louis Vincent

- exchanges in the field of technical education and vocational training ...

This visit was an opportunity for the Head of the Togolese diplomacy to address the current international issues:

- fight against international terrorism (the security situation in the sub region, AQIM activities in the Sahel and Boko Haram in northern Nigeria, maritime piracy, in general, and the Gulf of Guinea, in particular) ;
- organization, from November 3 to 7, 2015 in Lomé, of the Special Session of the Conference of Heads of State and Government of the African Union on Maritime Security and Development in Africa;
- fight against the epidemic of Ebola virus which the Togolese Head of State coordinates at regional level.

A Togolese economic mission of the public and private sectors will be dispatched, in the next few months in Brazil to meet with industrialists, businessmen and Brazilian public sector operators in order to lay out a new foundation for a prosperous and beneficial bilateral cooperation for both parties.



Séance de travail à EMBRAPA / Working Session at EMBRAPA

AIRFRANCE



FRANCE IS IN THE AIR



OUI À LA HAUTE CUISINE
DES MENUS PAR DES CHEFS ÉTOILÉS

AIRFRANCE KLM

Tel. 22 23 23 23

WWW.AIRFRANCE.TG

Le Togo et l'hémisphère sud se rapprochent

Togo and southern hemisphere approach

par M. Arsenn AGBESSINO, Conseiller en Communication du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
by Mr. Arsenn AGBESSINO, Communication Advisor of Minister of Foreign Affairs and Cooperation

La dynamique d'une diplomatie économique favorisant la prospérité et le développement a conduit Robert Dussey, à effectuer les 04 et 05 mars 2015 une visite de travail à Canberra et à Perth, en Australie, dans le but de renforcer les relations d'amitié et de coopération entre les deux pays.

Durant sa visite à Canberra, Dussey a eu des échanges fructueux avec Julie Bishop, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce d'Australie.

Au cours de leur entretien, le Chef de la diplomatie togolaise a présenté la vision de Son Excellence Monsieur **Faure Essozinmna Gnassingbé**, Président de la République Togolaise, qui veut faire du Togo un pays émergent à l'horizon 2030. Il a également félicité chaleureusement son homologue pour l'essor économique remarquable de son pays et a, à cet effet, souhaité que les deux pays puissent coopérer davantage afin que le Togo s'inspire du modèle de développement de l'Australie. Il a également insisté sur le volet économique de sa mission dont l'objectif principal est de rapprocher les secteurs privés du Togo et de l'Australie dans le but de promouvoir l'investissement.

En retour, Madame Bishop s'est réjoui de la visite du Chef de la diplomatie togolaise dans son pays et de sa vision pour l'essor économique du Togo qu'il entend partager avec les milieux d'affaires australiens. Elle a affirmé que c'est une belle opportunité pour les opérateurs économiques australiens de mieux connaître le Togo dans la perspective d'un investissement futur.

Elle s'est également félicitée de la collaboration qui a existé entre le Togo et l'Australie lors de leur mandat au conseil de sécurité au cours duquel les deux pays ont ensemble travaillé sur plusieurs dossiers notamment en matière de paix et de sécurité.

Saisissant l'occasion de son séjour à Canberra, Monsieur Dussey a également échangé avec Monsieur Ian Macfarlane, Ministre de l'Énergie et des Sciences ainsi qu'avec le Sénateur Richard Colbeck respectivement sur les possibilités de coopération entre le Togo et l'Australie, sur les questions de l'énergie et de l'agrobusiness.

Le second volet de la visite, beaucoup plus axé sur des questions économiques et d'investissement, s'est déroulé à Perth où le Ministre et sa délégation ont eu à débattre avec différentes organisations du secteur privé

The dynamics of economic diplomacy promoting prosperity and development has led Robert Dussey, to pay a working visit on the 04th and 05th March 2015 to Canberra and Perth, Australia, in order to strengthen the relations of friendship and cooperation between the two countries.

During his visit to Canberra, Dussey had fruitful discussions with Julie BISHOP, Minister of Foreign Affairs and Trade of Australia.

During their meeting, the Head of the Togolese diplomacy presented the vision of His Excellency **Faure Gnassingbe Essozinmna**, President of the Togolese Republic, who wants to make Togo an emerging country by 2030. He also warmly congratulated his counterpart to the remarkable economic development of his country and, to this end, wished the two countries could further cooperate so that Togo could inspire itself from the Australian model of development. He also emphasized the economic component of its mission whose main objective is to bring the private sectors of Togo and Australia together in order to promote investment.

In return, Mrs. Bishop was glad of the visit of the Head of the Togolese diplomacy in his country and his vision for the economic development of Togo that he intends to share with the Australian business community. She said that this is a great opportunity for Australian economic operators to better understand the Togo in view of a future investment.

She also welcomed the cooperation that existed between Togo and Australia during their term on the Security Council in which the two countries have worked together on several issues including on peace and security.

Availing himself of the opportunity of his stay in Canberra, Mr. Dussey also discussed with Mr. Ian Macfarlane, Minister of Energy and Sciences as well as with Senator Richard Colbeck respectively on the possibilities of cooperation between Togo and Australia, on issues of energy and agribusiness.

The second part of the visit, much more focused on economic and investment issues, took place in Perth where Dussey Minister and his delegation had to grapple with various private sector organizations including the Africa Australia Council for Business (CBIA), the Australia Africa Mining Operators Group and Woodside Energy working in the field of energy.

It was also an opportunity to exchange with Mrs. Kerry Sanderson, Governor of Western Australia and former CEO of the Port of Fremantle in Perth town on the potential of



Séance de travail avec Julie Bishop / Working session with Julie Bishop

republicoftogo



dont le Conseil Afrique Australie pour les Affaires (AABC), le Groupe Afrique Australie des Exploitants Miniers ainsi que la compagnie Woodside Energy intervenant dans le domaine de l'énergie.

Ce fut également une opportunité pour échanger avec Madame Kerry Sanderson, Gouverneur de l'Australie Occidentale et ancienne Directrice Générale du Port de Fremantle dans la ville de Perth sur les potentialités du Port Autonome de Lomé notamment les facilités et avantages que l'unique port en eau profonde dans la sous région ouest africaine pourrait offrir aux investisseurs de l'Etat de Perth opérant dans les pays de l'Afrique de l'ouest.

En outre, dans la perspective de la lutte contre la criminalité maritime, le Ministre a pris part, à la table ronde sur le thème «sécurité maritime et lutte contre la piraterie». Cette rencontre vise le partage d'expériences entre la région de l'Afrique de l'Ouest et celle de l'Océan Indien.

Le Ministre a fait part de la tenue, à Lomé, le 07 novembre 2015, de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine sur le thème «sécurité maritime et développement en Afrique» et a officiellement invité le Gouvernement australien à prendre une part active à ladite rencontre. Cette visite du ministre des Affaires étrangères et de la coopération en Australie ouvre la voie d'un nouveau partenariat de la diplomatie au service du développement du Togo. ↘



Photo du Ministre Dussey avec l'association des miniers de Perth /
Photo of Minister Dussey with the Perth mining association

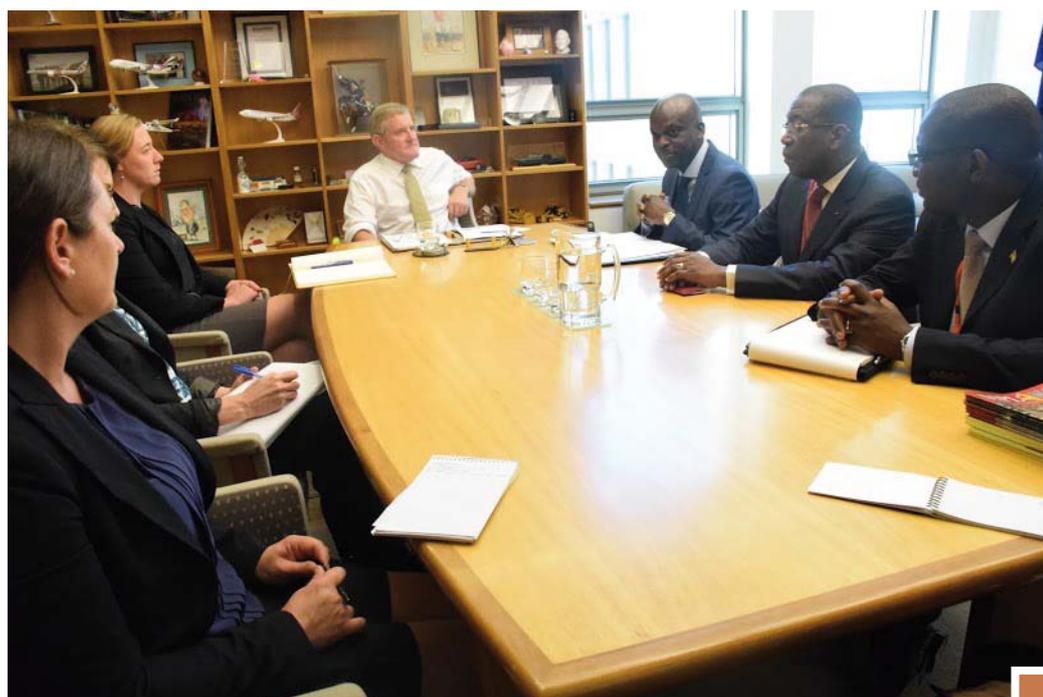
the Port of Lomé including facilities and benefits that the single port deep water in the West African sub region could offer to the Perth State investors operating in the countries of West Africa.

Furthermore, in view of the fight against maritime crime, the Minister Dussey took part in the round table on «maritime security and the fight against piracy.» This meeting aims to share experiences between the West Africa region and that of the Indian Ocean.

The Minister Dussey announced the holding of the Conference of Heads of State and Government of the African Union on the theme «maritime security and development in Africa», in Lomé on November 7, 2015, and officially invited the Australian government to take an active part in such a meeting. The visit of the Minister of Foreign Affairs and Cooperation in Australia opens the way for a new partnership of diplomacy for development of Togo.

Le second volet de la visite, beaucoup plus axé sur des questions économiques et d'investissement

The second part of the visit, much more focused on economic and investment issues



séance de travail de la délégation togolaise avec le Ministre australien de l'Industrie et des Sciences, M. Ian Macfarlane / working session of the Togolese delegation with Australian Minister of Industry and Science, Ian Macfarlane

La 24^{ème} session ordinaire de la conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine

The 24th ordinary session of the Assembly of Heads of State and Government of the African Union

par M. Bakayota KPAYE, Directeur des Affaires Politiques

by Mr. Bakayota KPAYE, Head of Political Affairs Department

La 24^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine (UA) s'est tenue les 30 et 31 janvier 2015 à Addis Abeba, sous la présidence de S.E.M. Robert Mugabe, Président du Zimbabwe et Président en exercice de l'UA. / *The 24th Ordinary Session of the Assembly of Heads of State and Government of the African Union (AU) was held on 30 and 31 January 2015 in Addis Ababa, under the chairmanship of H.E. Mr. Robert Mugabe, President of Zimbabwe and serving Chairman of the AU.*

Ce grand rendez-vous traditionnel dont le thème central s'intitule « 2015, Année de l'autonomisation des femmes et du développement en vue de la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine », a été une opportunité pour les dirigeants africains de réfléchir profondément sur des questions liées au développement et au bien-être social et économique des populations africaines.

A cet effet, plusieurs rapports ont été examinés et des décisions et résolutions ont été prises dont les plus importants sont : l'Agenda 2063 de l'UA, les sources alternatives de financement de l'Union, l'épidémie de la maladie à virus Ebola et les activités du Conseil de paix et de sécurité (CPS) sur l'état de la paix en Afrique.

Pour ce qui concerne l'Agenda 2063 de l'Union, la Conférence a demandé à la Commission de l'UA d'intensifier les mesures ayant pour but de mieux faire connaître l'Agenda d'une part et de présenter, en juin 2015, des feuilles de route détaillées pour la mise en œuvre de chacun des projets phares de l'Union d'autre part.

Cet Agenda 2063 constitue aujourd'hui la vision ou le cadre stratégique de développement du continent africain. Il englobe l'ensemble des projets et programmes du continent sur les cinquante prochaines années dans les domaines de l'énergie, des transports, de la libre circulation des personnes et des biens, de la paix et de la sécurité entre autres.

Pour ce qui est des sources alternatives de financement, la 24^{ème} Session ordinaire a souligné la nécessité de l'autonomie financière de l'Union. A cet effet, elle a réaffirmé le principe des sources alternatives de financement de l'UA par les Etats membres à condition que ceux-ci bénéficient de la souplesse de sa mise en œuvre, conformément à leurs impératifs, leurs règlements et leurs dispositions constitutionnelles nationales. Par ailleurs, il a été demandé au Comité ministériel ad hoc mis en place pour déterminer un barème de contributions, de soumettre son rapport sur la question lors du Sommet de juin 2015.

Quant à l'épidémie de la maladie hémorragique à fièvre Ebola, le Sommet, après avoir félicité la Commission de l'UA pour ses efforts en vue de faire face à la propagation de la maladie Ebola avec la création de la Mission de l'Union

This great traditional event whose central theme is entitled «2015, Year of the empowerment of women and development for the realization of the Agenda 2063 of the African Union,» was an opportunity for African leaders to reflect deeply on issues related to the development and social and economic welfare of the African people.

For this purpose, several reports were reviewed and decisions and resolutions were taken the most important of which are: the Agenda 2063 of the AU, alternative sources of the Union funding, the outbreak of the Ebola virus disease and the Peace and Security Council activities (CPS) on the state of peace in Africa.

Regarding Agenda 2063 of the Union, the Conference requested the AU Commission to strengthen measures aimed at better making known the Agenda on the one hand, and to present in June 2015, detailed roadmaps for implementation of each of the flagship projects of the Union on the other.

This 2063 Agenda is now the vision or strategic framework for Africa's development. It encompasses all of the continent's projects and programs over the next fifty years in the fields of energy, transports, the free movement of people and goods, peace and security among others.

As for alternative sources of funding, the 24th Ordinary Session stressed the need for financial autonomy of the Union. For this purpose, it reaffirmed the principle of alternative sources of funding for the AU by Member States provided that they benefit from the flexibility of its implementation in accordance with their requirements, their regulations and national constitutional provisions. Moreover, the ad hoc ministerial committee set up was asked to determine a schedule of contributions, to submit its report on the issue at the summit in June 2015.

As for the epidemic of Ebola hemorrhagic disease, the Summit, after congratulating the AU Commission for its efforts to deal with the spread of Ebola with the creation of the Mission of the African Union in the fight against the Ebola outbreak in West Africa (ASEOWA), invited Member States that have not yet done so, to lift all restrictions on countries affected by Ebola disease. She reiterated the solidarity of Africa to the West African countries affected by the epidemic and called for continued engagement of the international community to



africaine pour la lutte contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest (ASEOWA), a invité les Etats membres, qui ne l'ont pas encore fait, à lever toutes les restrictions imposées aux pays touchés par la maladie Ebola. Elle a réitéré la solidarité de l'Afrique aux pays d'Afrique de l'Ouest affectés par l'épidémie et appelé à une mobilisation continue de la communauté internationale pour contenir la propagation de la maladie. Elle a prié, en outre, les institutions financières internationales et les pays partenaires d'annuler la dette des trois pays les plus touchés par l'épidémie, notamment la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone afin d'atténuer l'impact de la crise sur l'économie de chacun de ces pays. Elle a approuvé la convocation d'une Conférence mondiale d'urgence sur la maladie Ebola qui doit se tenir en Afrique.



Vue partielle des Chefs d'Etat à la 24^{ème} session de l'UA / Partial view of Heads of State at the 24th session of the AU

S'agissant du rapport du Conseil de paix et de sécurité (CPS) sur ses activités et l'état de la paix et de la sécurité en Afrique, le Sommet s'est félicité des mesures en cours en vue de l'opérationnalisation effective de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) et de la Capacité africaine pour une réaction immédiate aux crises (CARIC). A cet égard, la 24^{ème} Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement a demandé à la Commission, aux brigades régionales en attente concernées ainsi qu'aux Etats membres de prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que la Force africaine en attente (FAA) soit pleinement opérationnelle d'ici la fin de cette année.

La Conférence a rappelé la nécessité de redoubler d'efforts pour réaliser l'objectif d'une Afrique débarrassée du fléau de conflits à l'horizon 2020, comme affirmée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de l'OUA/UA en mai 2013. Elle a cependant exprimé sa vive préoccupation au sujet de l'aggravation continue du terrorisme et de l'extrémisme sur le continent avec la persistance des groupes terroristes, notamment Al Shabaab, l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), Al-Qaïda au Maghreb islamiste (AQMI), le Mouvement pour l'unicité du Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) ainsi que les attaques perpétrées par le groupe Boko Haram au Nord du Nigeria et du Cameroun. Au sujet de ce dernier mouvement terroriste, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exprimé leur soutien total aux efforts des pays membres de la Commission du bassin du Lac Tchad (CBLT) et du Bénin, en particulier pour la création de la Force multinationale mixte (FMM) afin de combattre Boko Haram.

La Conférence s'est également félicité de l'évolution positive de la situation au Burkina Faso et a réitéré l'engagement de l'UA à accompagner les Autorités de la transition dans leurs efforts à organiser les élections. Par ailleurs, elle a noté avec satisfaction la mise en place du Groupe international de soutien et d'accompagnement de la Transition au Burkina Faso (GISAT-BF), sur l'initiative conjointe de l'UA, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les Nations unies, pour accompagner le Burkina Faso. ✦

La 24^{ème} Session ordinaire a souligné la nécessité de l'autonomie financière de l'Union

The 24th Ordinary Session stressed the need for financial autonomy of the Union

contain the spread of the disease. It requested, in addition, international financial institutions and partner countries to cancel the debt of the three countries most affected by the epidemic, including Guinea, Liberia and Sierra Leone in order to mitigate the impact of the crisis on the economy of each of these countries. It approved the convening of a World Conference on Emergency Ebola disease to be held in Africa.

Regarding the Peace and Security Council's report (PSC) on its activities and the state of peace and security in Africa, the Summit welcomed the ongoing measures for the effective operationalization of the African Peace and Security Architecture (APSA) and the African Capacity for immediate crisis response (CARIC). In this regard, the 24th Ordinary Session of the Assembly of Heads of State and Government asked the Commission, the regional standby brigades involved as well as Member States to take all necessary measures to ensure that the African Standby Force Waiting (FAA) to be fully operational by the end of this year.

The Conference reiterated the need to intensify efforts to achieve the goal of a free conflicts plague Africa in 2020, as stated by the Heads of State and Government on the occasion of the 50th anniversary of OAU / AU in May 2013. However, it expressed its deep concern about the continued worsening of terrorism and extremism on the continent with the persistence of terrorist groups, including Al Shabaab's Resistance Army (LRA), Al-Qaïda in the Islamic Maghreb (AQIM),

the Movement for the uniqueness Western Jihad in Africa (MUJAO) and the attacks by the Boko Haram in northern Nigeria and Cameroon. On this last terrorist movement, the Heads of State and Government expressed their full support for the efforts of the member countries of the Commission of the Lake Chad Basin (LCBC) and Benin, in particular the creation of the Mixed Multinational Force (FMM) to fight Boko Haram.

The Conference also welcomed the positive developments in Burkina Faso and reiterated the AU's commitment to support the transition authorities in their efforts to organize elections. Moreover, it also noted with satisfaction the establishment of the International Support Group of the Transition in Burkina Faso (GISAT-BF) on the joint initiative of the AU, the Economic Community of States of West Africa (ECOWAS) and the United Nations, to support the Burkina Faso. ✦

II^{ème} conférence du Club Diplomatique de Lomé l'Afrique doit repenser son développement économique et social

2nd conference of Diplomatic Club Lome Africa must rethink its economic and social development

par M. Arsenn AGBESSINO, Conseiller en Communication du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
by Mr. Arsenn AGBESSINO, Communication Advisor of Minister of Foreign Affairs and Cooperation

De gauche à droite : S.E.M. Hiroshi Kawamura, Ambassadeur du Japon au Togo ; S.E.M. Robert Dussey, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération ; M. Hervé Assah, Représentant résident de la Banque Mondiale au Togo (Orateur) ; M. Kako Nubukpo, Ministre de la Prospective (Modérateur) et Mme Kardhiata Lo, Représentante résidente du PNUD au Togo / From left to right: H.E. Hiroshi Kawamura, Ambassador of Japan to Togo ; H.E. Robert Dussey, Minister of Foreign Affairs and Cooperation ; Mr. Hervé Assah, Resident representative of World Bank to Togo (speaker) ; Mr. Kako Nubukpo, Minister of Prospective (Moderator) and Mrs. Kardhiata Lo, Resident representative of UNPD to Togo



The second conference of the diplomatic Club of Lomé was held, on Friday 27th of February 2015, at the hotel Sarakawa in Lomé. More than sixty guests and members including political and diplomatic personalities attended this conference around a theme of a capital importance and which goes through the ages that is: **“The presence of Africa in the world from Lucy to Obama.”**

In this publication of Diplomag, we publish the introduction of Hervé ASSAH, Resident Representative of the World Bank in Togo and speaker of the conference:

«Excellency the Minister of Foreign Affairs and Cooperation of Togo,
Excellence Distinguished Ministers
Excellency the Secretary General of the Presidency
Excellencies, Ladies and Gentlemen
Excellencies Distinguished Representatives of International Organizations
Distinguished guests in your ranks,
grades and qualities, respective, all protocols

La seconde conférence du Club Diplomatique de Lomé s'est tenue, le vendredi 27 février 2015, à l'hôtel Sarakawa à Lomé. Plus de soixante invités et membres dont plusieurs personnalités politiques et diplomatiques ont assisté à cette conférence autour d'un thème d'une importance indéniable et qui traverse les âges à savoir : « **La Présence de l'Afrique dans le monde de Lucy à Obama** ».

Dans ce numéro de Diplomag, nous publions l'introduction de M. Hervé Assah, représentant résident de la Banque Mondiale au Togo et orateur de cette conférence :

«Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Togo,
Excellence Mesdames et Messieurs les Ministres
Excellence Monsieur le Secrétaire General de la Présidence
Excellence Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs
Excellences Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations internationales

Distingués invités en vos rangs, grades et qualités, respectifs, tous protocoles dûment observés

C'est un insigne honneur, pour moi de prendre la parole devant vous ce jour pour partager avec vous quelques réflexions utiles et échanger sur le monde dans lequel nous vivons.

La Présence de l'Afrique dans le monde de Lucy à Barack Obama, en passant par Kunta Kinté : « Yes, we afric'-can ! »

La présence de l'Afrique dans le monde et sa contribution au patrimoine de l'humanité, bien que très anciens, nous allons le voir, n'ont commencé à être reconnus que depuis la fin des

duly observed

It is a great honor for me to speak before you today to share with you some useful discussions and exchange views on the world in which we live.

The Presence of Africa in the world from Lucy to Barack Obama, passing by Kunta Kinte: «Yes, we afric'-can! »

The presence of Africa in the world and its contribution to the heritage of humanity, although very old, we shall see, have just started to be recognized at the late fifties with the creation of African Studies Centers within American and European Great Universities. And since we are moving from one surprise to another, from revelation to revelation. It must be said that much of Africa's history has suffered cuts, falsification because of prejudice and in order to justify slavery. No doubt these revelations will have a major impact in defining the new global economic order. We recall the background and the economic role of Africa in the world.

In the early 60s, the African continent took part in the 14% of the global trade, while its population represented only 9% of the world population. In 2013, its share of world trade has dropped to 4% while its demographic weight reached 14%. We also note that the share of Africa in international investment is only 1%. Over the past two decades, the share of SSA in the world trade has halved, while its grain imports increased by three and that its total debt was multiplied by twenty. The African continent is thus engaged in a regressive step whose signs are noticeable in the economic field as well as in the political, cultural and social fields.

In 2013, Africa has made in terms of growth performance superior to those of the global economy - 4% against 3%, despite the volatility,



années cinquante avec la création des Centres d'Études Africaines au sein des Grandes Universités Américaines et européennes. Et depuis, nous allons de surprise en surprise, de révélation en révélation. Il faut le dire une bonne partie de l'histoire de l'Afrique a subi des coupures, des falsifications à cause des préjugés et pour pouvoir justifier l'esclavage. Nul doute que ces révélations auront un impact déterminant dans la définition du nouvel ordre économique mondial. Rappelons le contexte et la place économique de l'Afrique dans le monde.

Au début des années 60, le continent africain participait à hauteur de 14 % au commerce mondial, alors que sa population représentait à peine 9 % de la population mondiale. En 2013, sa part dans les échanges mondiaux a chuté à 4 % alors que son poids démographique atteignait les 14 %. Notons également que la part de l'Afrique dans les investissements internationaux n'est que de 1%. Au cours des deux dernières décennies, la part de l'Afrique subsaharienne dans les échanges mondiaux a diminué de moitié alors que ses importations de céréales ont été multipliées par trois et que sa dette totale a été multipliée par vingt. Le continent africain se trouve ainsi engagé dans une marche régressive dont les signes sont perceptibles aussi bien dans le domaine économique que dans les domaines politique, culturel et social.

En 2013, l'Afrique a réalisé en termes de croissance des performances supérieures à celles de l'économie mondiale – 4% contre 3%, malgré la volatilité, l'inégalité entre les pays et les régions et la mauvaise répartition des fruits de cette croissance – et les tendances restent favorables de ce point de vue. Les apports financiers extérieurs sont en hausse constante - qu'il s'agisse d'investissements étrangers ou de transferts des migrants - ainsi que les recettes fiscales. Les entreprises peuvent être optimistes au regard des facteurs clé que sont les progrès technologiques, l'urbanisation et les bouleversements démographiques. La pauvreté est en recul, les revenus augmentent ; les systèmes éducatifs et de santé sont en nette amélioration, augmentant ainsi les capacités de l'Afrique à se doter de ressources humaines de qualité capables d'entrer en compétition avec le reste du monde. Le potentiel en ressources naturelles reste immense malgré les défis écologiques inhérents à son exploitation – changement climatique, épuisement des ressources, accès à l'énergie -.

Tout en affrontant résolument le défi de l'insertion dans la mondialisation, l'Afrique doit opérer en son sein les changements structurels qui lui permettront de tirer parti d'une mondialisation partagée, au service de la paix et du développement durable de l'humanité tout entière. Par ailleurs, les propositions qui émergent de nos jours plaident en faveur de nouveaux dispositifs partenariaux, compatibles avec l'accession du continent africain à une position de plus grande responsabilité aux plans économique, politique et culturel. A cet effet, il convient de refonder la gouvernance mondiale pour plus de légitimité et d'efficacité dans la prise en charge des défis globaux. Enfin, tout en renforçant un partenariat gagnant-gagnant avec les autres pays et grandes régions du monde, l'Afrique doit s'efforcer de sortir de la dépendance et de faire entendre sa voix. Le continent doit se doter de capacités lui permettant d'être un acteur à part entière de la mondialisation et de saisir les nouvelles opportunités qu'elle véhicule...»



M. Hervé Assah, lors de son intervention /
Mr. Herve Assah, during his speech

© Emmanuel PITA

inequality between countries and regions and the poor distribution of this Growth fruits - and trends remain favorable from this point of view. The external financial contribution are steadily rising - whether foreign investment or migrant remittances - and the tax revenue. Companies can be optimistic in light of the key factors of technological progress, urbanization and demographic changes. Poverty is declining, incomes are increasing; educational and health systems improved significantly, increasing the capacity of Africa to develop quality human resources capable of competing with the rest of the world. The natural resource potential remains immense despite the environmental challenges inherent to its operations - climate change, resource exhaustion, energy access -.



Le Ministre Nubukpo, modérateur de la conférence / The Minister Nubukpo, conference moderator

© Emmanuel PITA

While resolutely facing the challenge of integration into globalization, Africa must operate within itself the structural changes that will allow it to take advantage of a shared globalization in the service of peace and sustainable development of the whole human. In addition, proposals that emerge nowadays advocate new partnership arrangements compatible with the accession of the African continent to a position of greater responsibility in the economic, political and cultural fields. For this purpose, it is necessary to rebuild the global governance for more legitimacy and efficiency in the management of global challenges. Finally, while building a win-win partnership with other countries and world regions, Africa must strive to get out of the dependency and make its voice heard. The continent needs to develop capabilities to be a full participant in the globalization and the new opportunities it conveys....»

Nous reviendrons sur la communication de M. Hervé Assah dans le prochain numéro de Diplomag / We will return to the communication of Mr Hervé Assah in the next publication of Diplomag *Toute reproduction intégrale ou partielle de cette communication sans le consentement de l'auteur est interdite / Any full or partial reproduction of this communication without the consent of the author is prohibited

Intervention de S.E.M. Robert Dussey, Ministre des Affaires étrangères et de la coopération du Togo devant la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale française

Statement of H.E. Robert Dussey, Minister of Foreign Affairs and Cooperation of Togo to the Committee on Foreign Affairs of the French National Assembly

par M. Arsenn AGBESSINO, Conseiller en Communication du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
by Mr. Arsenn AGBESSINO, Communication Advisor of Minister of Foreign Affairs and Cooperation

Pour la première fois dans l'histoire politique du Togo, un Ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Robert Dussey, a été auditionné devant la commission des Affaires étrangères au Palais Bourbon, siège de l'Assemblée nationale française.

Voici le discours du Ministre des Affaires étrangères et de la coopération :

«Madame la Présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale française,

Mesdames, Messieurs les Députés, membres de la Commission des Affaires étrangères,

Mesdames, Messieurs,

Avant toute chose, permettez-moi de m'incliner devant la mémoire des victimes de l'horrible attentat survenu au siège de Charlie Hebdo, le 07 janvier 2015.

Que la France, si durement éprouvée, ainsi que les familles éplorées trouvent ici l'expression renouvelée de la solidarité et de la sympathie du Président de la République, du Gouvernement et du peuple togolais. Avec nos pensées émuës, nous adressons aux blessés nos souhaits ardents de prompt rétablissement.

Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs

C'est pour moi à la fois un insigne honneur et un grand privilège d'avoir à prendre la parole devant la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale Française.

C'est au nom des relations d'amitié et de coopération qui unissent le Togo et la France que vous me faites l'honneur de me recevoir en ce haut lieu de rencontre des représentants du Peuple de France et de l'expression de la démocratie française.

Je saisis cet instant précieux que vous m'offrez pour apprécier et saluer vivement la politique étrangère de la France, l'une des Grandes Puissances mondiales dont l'action internationale est reconnue et favorablement accueillie par les pays épris de paix, de liberté et de justice, dont le Togo.

Comme vous le savez, Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs, le Togo continue de se construire progressivement sous la sage autorité du Président de la République, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, qui a poursuivi la politique étrangère inspirée et initiée par ses éminents prédécesseurs dont l'attachement au rayonnement du Togo dans le monde n'était plus à démontrer.

Madame la Présidente,
Depuis son accession à la souveraineté internationale, le Togo

For the first time in the political history of Togo, a Minister of Foreign Affairs and Cooperation, Robert Dussey was heard by the Committee on Foreign Affairs at the Palais Bourbon, seat of the French National Assembly.

Here is the speech by Minister of Foreign Affairs cooperation:

«Madam Chairperson of the Foreign Affairs Committee of the French National Assembly,

Ladies and gentlemen, members of the Foreign Affairs Committee,

Ladies and Gentlemen,

First of all, let me bow to the memory of the 17 victims of the horrific attacks in Paris between 07 and 09 of this month, at the headquarters of Charlie Hebdo, Montrouge and the Porte de Vincennes.

That France, so sorely tried, and the grieving families find here the expression renewed of solidarity and sympathy of the President of the Republic (who was present at the demonstration of January 11, 2015 in Paris), the Government and the Togolese people. With our heartfelt thoughts, we send our ardent wishes to the injured for a speedy recovery.

I inform you that unlike some countries, Togo experienced no anti French demonstration or against the weekly Charlie Hebdo, proof that freedom of speech and friendship between our two peoples are strong.

Madam President,

Ladies and Gentlemen

It is for me at once a great honor and a great privilege to have to speak to the Foreign Affairs Committee of the French National Assembly.

It is in the name of the friendship and cooperation relations between Togo and France that you do me the honor of receiving me in this high place of meeting of the representatives of the people of France and the expression of French democracy.

I avail myself of this precious moment you offer me to appreciate and strongly welcome the foreign policy of France, one of the world's Great Powers whose international action is acknowledged and welcomed by peace, freedom and justice-loving country including Togo.

As you know, Madam President, ladies and gentlemen, Togo continues wisely to build itself gradually under the authority of the President of the Republic, His Excellency Faure Essozimna GNASSINGBE, who continued the foreign policy inspired and initiated by his distinguished predeces-



Robert Dussey et Elisabeth Guigou à l'Assemblée nationale française / Robert Dussey and Elisabeth Guigou to the French National Assembly

© Roger Deskas

a opté pour une politique extérieure réaliste et pragmatique fondée sur la recherche constante de la paix et de la promotion de l'amitié, de la solidarité et de la coopération entre les Etats et les peuples.

Par une démarche soutenue par le principe de la neutralité active, le Togo s'est engagé à n'épargner aucun effort pour entretenir une politique de bon voisinage et pour sauvegarder la paix et la sécurité en Afrique et ailleurs dans le monde.

Aussi a-t-il proscrit l'usage de la force dans les relations internationales et continue d'œuvrer inlassablement pour le règlement pacifique des crises par la voie du dialogue et de la concertation ou par tout autre procédé conforme à la Charte des Nations Unies et à l'Acte constitutif de l'Union Africaine, entre autres.

C'est pour cela qu'il continue d'en appeler au règlement négocié des conflits intrafricains et de tous autres conflits menaçant la paix et la sécurité dans toutes les régions du monde.

Madame la Présidente,

Le Togo, comme la France, partage les préoccupations liées à la paix et au développement. C'est le sens de son engagement immuable dans le respect des dispositions de la Charte des Nations Unies, de l'Acte constitutif de l'Union Africaine et du Traité révisé de la CEDEAO ainsi que de sa participation constante, depuis de nombreuses décennies, à la prévention, à la gestion et au règlement pacifique des crises et conflits armés entre pays africains frères, voire ailleurs.

Ainsi, l'attachement farouche du Togo à la paix et à la sécurité nationales, régionales et internationales l'a fréquemment conduit à s'engager dans plusieurs opérations de maintien de la paix en Afrique, en République Centrafricaine, en Guinée-Bissau, au Darfour, au Liberia, au Rwanda, d'une part, et dans les Caraïbes, en Haïti, d'autre part.

S'agissant des opérations de maintien de la paix les plus récentes, il y a lieu de noter l'engagement du Togo au Mali au même moment que la France, dont la participation très remarquée, est vivement appréciée.

Avec ses 1092 Hommes, le Togo est Considéré comme le premier pays africain contributeur de troupes à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA).

En Côte d'Ivoire, le Togo contribue actuellement au maintien de la paix avec 530 Hommes dans le cadre de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

sors whose attachment to Togo's influence in the world was established.

Madam President,

Since its accession to international sovereignty, Togo has opted for a realistic and pragmatic foreign policy based on the constant search of peace and the promotion of friendship, solidarity and cooperation between states and peoples.

Through a process supported by the principle of active neutrality, Togo is committed to make every effort to maintain a policy of good neighborliness and to safeguard peace and security in Africa and elsewhere in the world.

It also prohibits the use of force in international relations and continues to work tirelessly for the peaceful settlement of crises through dialogue and consultation or any other process of the United Nations Charter and the constitutive Act of the African Union, among others.

That is why it continues to appeal to the negotiated settlement of conflicts inside Africa and all other conflicts threatening peace and security in all parts of the world.

Madam President,

Togo like France, shares the concerns related to peace and development. This is the meaning of its steadfast commitment to the provisions of the UN Charter, the Constitutive Act of the African Union and the revised Treaty of ECOWAS and its ongoing involvement, for many decades in the prevention, management and peaceful resolution of crises and armed conflicts between African brothers or elsewhere.

Thus, the steadfast attachment of Togo to national, regional and international peace and security has frequently led it to engage in more peacekeeping operations in Africa, particularly in the Central African Republic, Guinea-Bissau, Darfur, Liberia, Rwanda, on the one hand, and the Caribbean, Haiti, on the other.

As of the latest peacekeeping operations, it is appropriate to note the commitment of Togo in Mali at the same time as France, whose very noticeable intervention is greatly appreciated.

With its 1,092 men, Togo is considered as the first African country troop contributor to integrated multidimensional United Nations Mission for the stabilization of Mali (MINUSMA).

→ D'une manière générale, membre à part entière de la communauté internationale, le Togo entend assumer pleinement les responsabilités découlant de ses engagements internationaux et jouer, chaque fois que de besoin, le rôle qui lui incombe dans le cadre de son adhésion à l'ONU, à l'Union Africaine et à la CEDEAO.

Le même engagement pour la paix et la sécurité en Afrique et dans le monde a incité le Togo à prendre l'initiative en vue de l'adoption, par les Etats de la CEDEAO, du Protocole de Non-agression, signé à Lagos le 22 avril 1978, et du Protocole d'Assistance mutuelle en matière de Défense entre les mêmes Etats, signé à Freetown le 29 mai 1981.

Il en est également de même du Protocole de la CEDEAO relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité, signé à Lomé, le 10 décembre 1999.

Que dire de la présence du Togo au sein du Conseil de sécurité de l'ONU ?

Par deux fois (1982-1983 ; 2012-2013), le Togo a siégé au Conseil de sécurité des Nations Unies, en qualité de membre non permanent.

Durant sa dernière présence, pour les périodes 2012 et 2013, le Togo s'est pleinement investi pour assurer le respect et la défense des principes et buts de la Charte des Nations Unies. De même, il a mis tout en œuvre pour soutenir et défendre, les positions chères à la communauté internationale, en général, et les préoccupations des pays africains, en particulier.

Dans ce contexte, lors de la présidence togolaise et à son initiative, en 2012, le Conseil de sécurité s'est préoccupé, de la question de « la criminalité transfrontalière en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel, confrontées à des activités criminelles dont le trafic d'armes, de drogues et de personnes qui sont de nature à avoir un impact négatif sur la gouvernance, l'Etat de droit et le développement socio-économique.

L'on notera qu'à l'issue de sa délibération, le Conseil, par la déclaration de son Président (S/PRST/2012/2) du 21 février 2012, a invité le Secrétaire général à prendre en compte « ces menaces dans toutes les stratégies » relatives à la prévention et au règlement des conflits et à la consolidation de la paix et à le « saisir de recommandations précises sur les moyens par lesquels le Conseil pourrait s'attaquer au problème du crime organisé et du trafic de stupéfiants en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel».

Cette question cruciale est revenue le 18 décembre 2013 devant le Conseil sous la présidence française et appréhendée sous l'angle spécifique du trafic de drogue en Afrique de l'Ouest ; ce qui témoigne éloquentement de la parfaite convergence de vues entre nos deux pays sur des sujets d'intérêt commun.

Par ailleurs, en 2013, saisissant l'occasion de sa deuxième présidence du Conseil, le Togo a eu à organiser un débat de haut niveau sur « les enjeux de la lutte contre le terrorisme en Afrique dans le contexte du maintien de la paix et de la sécurité internationales ».

Madame la Présidente,

L'évolution et l'ampleur que connaît l'épineuse question du terrorisme dans le monde en général et en Afrique en particulier expliquent cette démarche du Togo dans sa quête permanente de la paix et de la stabilité indispensables à la construction de nos pays, au progrès et au bien-être de nos peuples.

Reconnaissant le terrorisme comme une menace grave contre la paix et la sécurité internationales et une source de vives inquiétudes pour nos peuples, le Togo s'est engagé à agir contre ce phénomène extrêmement dangereux et destructeur, en saisissant le Conseil en vue de la recherche des voies et moyens qui permettraient de l'endiguer et de préserver les vies humaines et les acquis d'incalculables sacrifices consentis par nos populations pour assurer le développement de nos pays.

Présidée de nouveau par le Président de la République, cette réunion du Conseil de sécurité, tenue le 13 mai 2013 a permis de prendre en compte les spécificités du continent africain ainsi que sa vulnérabilité au terrorisme et d'envisager des moyens adéquats pour y faire face avec détermination.

C'est dans le même ordre d'idées qu'il importe de situer le rôle du Togo au sein des pays membres du Golfe de Guinée,

In Côte d'Ivoire, Togo is contributing to peacekeeping with 530 men under the United Nations Operation in Côte d'Ivoire (UNOCI).

In general, as a full member of the international community, Togo intends to fully assume the responsibilities arising from its international commitments and play, whenever necessary, its role as part of its accession to the UN, African Union and ECOWAS.

The same commitment for peace and security in Africa and around the world encouraged Togo to take the initiative for the adoption of the Non-aggression Protocol signed in Lagos on 22 April 1978 and the Protocol on mutual assistance for the defense between the same States signed in Freetown 29 May 1981 by the states of ECOWAS.

This is also the same with the ECOWAS Protocol relating to the prevention mechanism, management, conflict resolution, peace-keeping and security, signed in Lomé on 10 December 1999.

What can be said about the presence of Togo in the UN Security Council?

On two occasion (1982-1983) and (2012-2013), Togo has served on the United Nations Security Council as a non-permanent member.

During its last term for the periods 2012 and 2013, Togo has fully invested to ensure the respect and the defense of the principles and the purposes of the UN Charter. Similarly, it has made every effort to support and defend the positions dear to the international community in general and the concerns of African countries in particular.

In this context, during the Togolese presidency and at its initiative, in 2012, the Security Council expressed its concern about the issue of «cross-border crime in West Africa and the Sahel region, confronted with criminal activities including weapons, drugs and people trafficking who are likely to have a negative impact on governance, the rule of law and socio-economic development.

It should be noted that at the end of its deliberations, the Council, by the statement of its President (S/PRST/2012/2) of February 21, 2012, invited the Secretary-General to consider «these threats in all strategies» for the prevention and conflict resolution and the peace-building and the «enter specific recommendations on means the Council could address the problem of organized crime... and drug trafficking in West Africa and the Sahel region «.

This crucial issue came again on December 18, 2013 in the Council under the French presidency and apprehend from the specific angle of drug trafficking in West Africa; this is an eloquent testimony to the perfect convergence of views between our two countries on issues of common interest.

Furthermore, in 2013, seizing the opportunity of its second presidency, Togo has had to organize a high-level debate on «the issues of the fight against terrorism in Africa in the context of peacekeeping and international security.»

Madam President,

The evolution and extent facing the complex issue of terrorism in the world in general and Africa in particular explain Togo's approach in its permanent quest for peace and stability essential to the construction of our countries, in progress and well-being of our peoples.

Recognizing terrorism as a serious threat against the international peace and security and a source of great concern for our people, Togo is committed to act against this extremely dangerous and destructive phenomenon, requesting from the Council the search of ways and means by which to contain and preserve the lives and achievements of priceless sacrifices of our people to ensure the development of our countries.

Chaired again by the President of the Republic, the meeting of the Security Council, held on May 13, 2013, has allowed to take into account the specificities of the African

ASSOCIATION DES ENTREPRISES DE CHINE AU TOGO (AECT)

L'Association des Entreprises de Chine au Togo (AECT) est la réunion des entreprises et organismes publics et privés chinois au Togo. Ses objectifs sont le renforcement du dialogue avec les organismes gouvernementaux togolais, le développement des coopérations avec le monde des entreprises industrielles et commerciales togolaises, la protection des intérêts de ses membres, la réalisation d'un développement commun et de la réussite des deux côtés. L'AECT brille dans plusieurs secteurs d'activités, de grands travaux publics (le contournement de Lomé, la nouvelle aéroport de Lomé...) aux commerces privés (le supermarché Horizon, l'hôtel Krimas...), sans oublier l'industrie vivrière (le complexe sucrier d'Anié, etc). L'AECT est prête à accueillir les partenaires togolais venant de tous secteurs d'activités. Marchons ensemble vers un futur d'excellence.

E-mail : aectlome@gmail.com

PRÉSIDENT



VICE-PRÉSIDENTS



MEMBRES



→ préoccupés par l'impérieuse nécessité de conjuguer leurs efforts et leurs moyens pour mener à bien la lutte contre l'insécurité en mer, sous toutes ses formes.

En effet, le phénomène de l'insécurité maritime continue de prendre de l'ampleur et devient de plus en plus inquiétant dans le Golfe de Guinée. C'est pourquoi, le Togo, ayant à l'esprit les initiatives et les actions déjà en cours au niveau de cette zone, a apporté, en tant que membre du Conseil de sécurité, une contribution substantielle à l'adoption de la résolution 2039 (2012) qui a mis l'accent sur la nécessité pour les pays d'avoir une approche globale et la coopération régionale et internationale pour soutenir les efforts nationaux et en a appelé aux Etats de la CEDEAO et de la CEAC à œuvrer à l'adoption d'une stratégie régionale, face à cette question très préoccupante.

C'est dans le même esprit, que partageant la même vision découlant de la Conférence des pays du Golfe de Guinée, tenue à Yaoundé les 24 et 25 juin 2013 sur la sécurité maritime, ainsi que de la Stratégie Africaine intégrée pour les mers et les océans à l'horizon 2050 (Stratégie AIM 2050) de l'Union Africaine, le Togo accueillera, en novembre prochain, une session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation panafricaine sur la Sécurité maritime et le Développement en Afrique.

Madame la présidente,

Jamais le monde n'a fait autant face à la recrudescence du terrorisme, de la violence, de la cruauté et de la barbarie qu'il en connaît de nos jours. Les divers groupes terroristes, dont AL QAIDA AQMI, DAESH, BOKO HARAM et le MUJAO, qui sèment la terreur et la mort à travers le monde, et particulièrement en Afrique de l'Ouest, constituent des obstacles réels face à la volonté implacable des nations d'édifier une paix durable.

Les prises d'otages, les persécutions criminelles récurrentes et les actes cruels perpétrés contre les hommes, les femmes et les enfants par ces organisations à travers le monde ne peuvent que susciter l'indignation, la réprobation et la condamnation du Togo qui demeure un ardent défenseur de la paix, de la sécurité et de la liberté, autant pour les peuples que pour les individus.

Madame la Présidente,

S'agissant de la coopération internationale, se fondant sur les principes régissant sa politique étrangère, le Togo poursuit ses efforts dans le cadre africain et international en vue de l'instauration d'un ordre mondial qui favoriserait des relations économiques justes et équitables entre les pays du Nord et ceux du Sud, et offrirait, par là, de meilleures conditions de vie à l'humanité tout entière, conformément aux buts et aux principes de l'Organisation des Nations Unies.

Dans cette optique, il convient de saluer les relations de coopération entre l'Union Européenne et le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique dont la terre togolaise a eu l'honneur d'accueillir quatre fois successives les cérémonies de signature des Conventions dites de "Lomé", ayant régi ces relations de 1975 à 2000, avant les Accords de Cotonou.

Sous le même registre, je souhaiterais rappeler que la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a été créée, en 1975, à l'initiative conjointe du Togo et du Nigeria, à l'effet de promouvoir l'intégration économique et politique de notre Sous-région.

La participation active du Togo à la vie et au fonctionnement de cette institution, comme à ceux de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), traduit l'engagement irréversible de mon pays à apporter sa pierre à la réalisation des objectifs visant le renforcement de l'unité et le progrès de l'Afrique.

Madame la Présidente,

La politique d'amitié, de solidarité et de coopération mutuellement avantageuse entreprise et poursuivie par le Togo découle des principes qui sous-tendent sa politique intérieure, fondée sur la recherche permanente du raffermissement de l'unité nationale et de la cohésion sociale, gages de l'essor de notre pays.

A cette fin, le Président Faure E. Gnassingbé s'est attelé à imprimer une nouvelle vision politique et une nouvelle vision du développement à notre pays depuis son arrivée au pouvoir en 2005.

continent and its vulnerability to terrorism, and to consider appropriate ways to deal with it with determination.

It is in the same vein that it is important to situate the role of Togo in the member countries of the Gulf of Guinea, concerned about the urgent need to join their efforts and resources to carry out the fight against insecurity at sea in all its forms.

Indeed, the phenomenon of maritime insecurity continues to grow and becomes more and more worrisome in the Gulf of Guinea. Therefore, Togo, bearing in mind the initiatives and actions already underway in this area, brought as a Security Council member, a substantial contribution to the adoption of resolution 2039 (2012) that emphasizes on the necessity for the countries to have a comprehensive approach in the context of regional and international cooperation to support national efforts and appealed to ECOWAS and ECCA states to work for the adoption of a regional strategy, faced with this serious concern.

It is in the same spirit, that sharing the same vision arising from the Conference of the Gulf of Guinea, held in Yaounde on 24 and 25 June 2013 on maritime safety, as well as integrated African Strategy for the seas and oceans 2050 (AIM Strategy 2050) of the African Union, Togo will host next November, a special session of the Conference of Heads of State and Government of the Pan African Organization on maritime Safety and Development in Africa.

Madam President,

Never before has the world faced the resurgence of terrorism, violence, cruelty and barbarity it knows today. The various terrorist groups, including Al-Qaeda, AQMI, DAESH, BOKO HARAM and MUJAO, that spread terror, desolation and death throughout the world, particularly in West Africa, are real obstacles facing the implacable will of nations to build a sustainable peace.

Hostage-taking, recurrent criminal persecution and cruel acts perpetrated against men, women and children by those organizations throughout the world cannot but arouse indignation, denunciation and condemnation of Togo which remains an advocate of peace, security and freedom, both for people and for individuals.

Madam President,

Regarding international cooperation, based on the principles of its foreign policy, Togo is continuing its efforts in the African and international framework for the establishment of a world order that would promote fair and equitable economic relations between the countries of North and South and would thus offers better living conditions for all humanity, in accordance with the purposes and principles of the United Nations.

In this context, we should welcome the cooperation between the European Union and the African Group, Caribbean and Pacific countries including Togo which had the honor to welcome four successive times the signing ceremonies of Conventions said of "Lome", that governed these relations from 1975 to 2000 before the Cotonou Agreement.

In the same vein, I would like to recall that the Economic Community of West African States (ECOWAS) was established in 1975 as a joint initiative of Togo and Nigeria, for the purpose of promoting economic and political integration of our sub-region.

Togo's active participation to the life and functioning of this institution, as to those of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU), reflects the irreversible commitment of my country to make its contribution to achieving the targets of strengthening the unity and progress of Africa.

Madam President,

The policy of friendship, solidarity and mutually beneficial business cooperation and continued by Togo from the principles underlying its domestic policy, based on the constant



Palais Bourbon, siège de l'Assemblée Nationale française / Bourbon Palace, headquarter of french Parliament

© Assemblée Nationale

Sur le plan politique, le Togo a, depuis 2005, parcouru un long chemin, entrepris des réformes politiques hardies tendant à consolider la paix, la cohésion et la réconciliation nationale, à assurer le fonctionnement harmonieux des institutions de la République, afin d'approfondir l'ancrage de la démocratie et de l'Etat de droit, ainsi que la promotion des droits de l'homme et des libertés publiques et individuelles.

Pour ce qui est de la poursuite des réformes, le président de la République a réaffirmé le 31 décembre 2014, à l'occasion de son message à la nation, sa détermination ferme à y veiller.

Se fondant sur la huitième recommandation du Rapport de la CVJR, soulignant la nécessité de régler la question des réformes institutionnelles dans le cadre d'une réflexion approfondie sur l'adaptation du modèle en vigueur dans notre pays à nos réalités sociologiques, le Chef de l'Etat a annoncé qu'une commission de réflexion sur les réformes politiques sera mise en place.

Cette Commission, composée d'historiens, de personnalités politiques, de juristes, de sociologues et de représentants de la société civile, est appelée à proposer, dans un bref délai, un texte de réforme politique, de réforme institutionnelle et constitutionnelle qui tient compte de notre histoire, reflète nos réalités et répond aux aspirations les plus profondes du peuple togolais.

En un mot, par ces réformes, fondées sur la recherche permanente de compromis dynamique et constructif, le Gouvernement entend offrir au peuple togolais un cadre qui permette l'éclosion des initiatives politiques et citoyennes, symbole de l'expression libre, pleine et entière de la personne humaine, tant dans ce qu'elle est et dans ce qu'elle représente pour sa communauté, en tant qu'acteur principal de développement.

C'est dans ce sens qu'une attention particulière a été accordée à l'adoption d'un nouveau cadre électoral consensuel qui garantit les conditions d'élections libres, démocratiques, équitables, transparentes et crédibles, avec notamment la mise en place d'une Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) à composition inclusive et équilibrée à laquelle participent toutes les tendances politiques et la société civile.

L'introduction de la biométrie en vue de l'enrôlement des électeurs, la confection d'un fichier électoral fiable et sécurisé, offre des garanties suffisantes pour des élections justes, fiables et acceptables.

Grâce à ces actions, le Togo dispose aujourd'hui d'une nouvelle Assemblée nationale pluraliste, représentative des forces politiques et de diverses opinions de la nation togolaise, apte à

search of the strengthening of national unity and social cohesion, evidences of the development of our country.

To this end, President Faure E. GNASSINGBE work on printing a new political vision and a new vision of development in our country since coming to power in 2005.

In the political field, since 2005, Togo has come a long way, undertaken bold political reforms to consolidate peace, cohesion and national reconciliation, to ensure the smooth functioning of the institutions of the Republic, to deepen the anchoring of democracy and the rule of law and the promotion of human rights and public and individual freedoms.

As for the continuation of reforms, the president reaffirmed on December 31, 2014, on the occasion of his message to the nation, his firm determination to ensure this.

Based on the recommendation of the Eighth Report of the Truth Justice and Reconciliation Commission (TJRC), stressing the need to address the issue of institutional reforms as part of a thorough reflection on the adaptation of the model in force in our country to our sociological realities, the Head of State announced that a commission of reflection on political reform will be put in place.

This Commission, composed of historians, politicians, lawyers, sociologists and representatives of civil society, is expected to propose in a short time, a political reform text, institutional and constitutional reform that takes into account our history, our reality reflects and responds to the deepest aspirations of the Togolese people.

In a word, these reforms based on the constant search for dynamic and constructive compromise, the Government intends to provide the Togolese people with a framework for the emergence of political and civic initiatives, a symbol of free expression, full of the human person, both in what it is and in what it means for the community, as a principal actor of development.

It is in this sense that special attention was paid to the adoption of a new consensual electoral framework that guarantees the conditions of free, democratic, fair, transparent and credible elections, including the establishment of an Independent National Electoral Commission (CENI) to inclusive and balanced composition involving all political and civil society.

The introduction of biometrics for voter registration and the making of a reliable and secure electoral register, offers sufficient guarantees for fair, reliable and acceptable elections.

→ délibérer et à prendre légitimement des décisions concernant la vie du pays.

C'est donc dans des conditions rassurantes que notre pays organisera, au cours de cette année, l'élection présidentielle. Pour celle-ci, le Chef de l'Etat s'est porté devant le peuple, le 31 décembre dernier, garant de la bonne tenue du scrutin, confirmant ainsi son engagement à mettre tout en œuvre pour que cette élection se déroule dans la transparence, la paix et la sérénité.

Madame la Présidente,

Ainsi que vous pourriez vous en douter, les conditions de paix et de stabilité sont bien réunies au Togo pour que le pays puisse résolument faire face à la résolution des problèmes de développement afin de garantir aux Togolais le bien-être légitime qu'ils attendent.

Pays à économie libérale, le Togo s'est engagé depuis plus d'une décennie, dans un processus de performances économiques et de réalisation de la croissance économique.

En effet, face à la détérioration des conditions de vie des populations au plan économique et social, le Chef de l'Etat, a décidé de redonner à l'économie nationale une nouvelle impulsion à travers des réformes audacieuses conduites avec sérieux et un esprit de responsabilité affirmée.

Inscrite au rang des priorités du Gouvernement togolais, la gouvernance économique s'est traduite par de nombreuses réformes entreprises au niveau des finances publiques.

Menées dans le cadre du Plan d'Actions pour la réforme de la Gestion des Finances Publiques, le renforcement du pilotage des politiques et stratégies de développement, entre autres, ces réformes ont permis :

- d'assainir substantiellement les finances publiques ;
- de réaliser des progrès en matière de recouvrement des recettes ;
- d'améliorer le circuit des dépenses à travers le Système Intégré de gestion des Finances Publiques (SIGFIP) ;
- de renforcer le contrôle administratif par l'Inspection générale des finances (IGF) et de l'Inspection générale d'Etat (IGE) dont les missions couvrent les services publics et les établissements publics autonomes ;
- de gérer, au mieux, les ressources issues du secteur extractif avec la mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE).

Aujourd'hui, les initiatives et les mesures prises par l'Etat ont permis de réaliser des avancées remarquables en matière de gouvernance économique et financière et de lutte contre la corruption.

Madame la Présidente,

A l'heure où le Togo déploie des efforts pour gagner le pari de la diplomatie économique, j'aimerais rappeler la détermination du Gouvernement togolais à promouvoir le climat des affaires, et à améliorer l'environnement réglementaire et institutionnel en faveur du secteur privé, ainsi que les services fournis aux entreprises, notamment en matière d'infrastructures, de sécurité foncière et de sécurité juridique, l'ensemble appuyé par la modernisation de la Justice.

En s'engageant, il y a un an, dans la diplomatie économique, le Togo entend optimiser davantage ses relations de coopération en sortant des sentiers battus de la diplomatie classique pour inscrire prioritairement sa politique extérieure dans le champ de l'économie, socle du progrès social et du bien-être des populations.

Madame la Présidente,

Mesdames, Messieurs les Députés,

En vous réitérant mes vifs remerciements pour l'invitation et l'accueil dont j'ai été l'objet en ce haut lieu, je voudrais souligner, une fois encore, l'intérêt et l'importance que mon pays attache à la cérémonie de ce jour, dont vous l'honorez.

Persuadé que le Togo peut toujours compter sur l'amitié, la solidarité et le soutien de la France pour réaliser son essor économique et social, je forme, pour votre grand et beau pays ainsi qu'au peuple français, les vœux ardents de bonheur et de prospérité croissants.

Je vous remercie de votre bienveillante attention.»

Thanks to these actions, Togo now has a new pluralistic National Assembly, representative of political forces and different views of the Togolese nation, able to legitimately deliberate and make decisions about the life of the country.

It is in this reassuring condition that our country will organize during this year its presidential election. For this, the Head of State stood surely before the people, on December 31, ensuring the proper conduct of the vote, confirming its commitment to make every effort to ensure that this election is conducted in a transparent and peace and serenity.

Madam President,

As you might expect, the conditions of peace and stability are met in Togo for the country to resolutely deal with the resolution of development issues to ensure the Togolese legitimate welfare they expect.

Country with liberal economy, Togo has been engaged for over a decade, in a process of economic performance and achieving economic growth.

Indeed, given the deteriorating living conditions of the people in economic and social terms, the Head of State, has decided to give back to the national economy new impetus through bold reforms undertaken with seriousness and a spirit of strong responsibility.

Included among the priorities of the Government of Togo, economic governance has resulted in many reforms undertaken in the public finances.

Conducted as part of the Plan of Actions for the reform of the Public Finance Management, the strengthening of management of development policies and strategies, these, and other reforms have allowed:

- *A substantial fiscal consolidation;*
- *To make progress on revenue collection;*
- *To improve the system of spending through the Public Finance Management Integrated System (SIGFIP)*
- *To strengthen the administrative control of the General Inspectorate of Finance (IGF) and the General State Inspectorate (IGE) whose missions cover utilities and autonomous public institution ;*
- *To manage at best resources from the extractive sector with the implementation of the Transparency Initiative Extractive Industries (EITI).*

Today, initiatives and measures taken by the State have achieved remarkable progress in economic and financial governance and the fight against corruption.

Madam President,

A time when Togo is working to meet the challenge of economic diplomacy, I would like to remind the determination of the Togolese Government to promote the business environment, and improve the regulatory and institutional environment for the private sector, as well as business services, including infrastructure, land and legal security, all supported by the modernization of Justice.

By engaging itself, there is one year in economic diplomacy; Togo intends to further optimize its cooperative relations exiting the box of classical diplomacy to register its foreign policy priority in the field of economics, pedestal of social progress and well-being.

Madam President,

Ladies and gentlemen,

I would like to reiterate my sincere thanks for the invitation and hospitality my delegation and I were the object in this important.

Convinced that Togo can always count on friendship, solidarity and support of France to achieve its economic and social development, I wish for your great country and to the French people, the ardent wishes of happiness and growing prosperity.

Thank you for your kind attention.»



PORT AUTONOME DE LOMÉ

La passion de l'efficacité



NOS ATOUTS

- Port en eau profonde (14 m)
- Des infrastructures modernes
- Sécurité optimale des opérations

DIRECTION COMMERCIALE

BP 1225 Lomé Togo

Ligne directe : +228 22 27 02 96

Standard : +228 22 23 77 00 (postes 46 13, 46 84 ou 44 45)

REPRESENTATIONS DU P.A.L.

Burkina Faso : M. Luc NOAMESHIE

Tél : +226 50 50 56 60 / 50 30 16 47

Mob : +226 79 03 06 55

Fax : +226 50 30 17 47

Niger : M. Youssouf BÉÏDOU

BP 1038 Niamey Niger

Tél : +227 20 74 03 26 / 21 79 48 73

Mob : +227 96 96 48 73

Fax : +227 20 74 03 27

Mali : M. Abdoulaye NIANG

Tél : +223 20 23 29 10 / 66 74 33 66

Fax : +223 20 22 85 23

Contact du PAL : BP 1225 Lomé

Tél : +228 22 27 26 27 / 22 23 78 00

Fax : +228 22 27 26 27



TOGO CELLULAIRE



DÉCOUVRER CE QUE VEUT DIRE HAUT DÉBIT
INTERNET / MAIL / TÉLÉPHONIE / VIDÉO / PHOTO / MUSIQUE / MMS / TÉLÉCHARGEMENT...



NOUVEAUX FORFAITS

Nom du forfait	Forfait 1 Jour	Forfait 1 Jour	Forfait 1 Semaine	Forfait 1 Mois	Forfait 1 Mois	Forfait 1 Mois	Forfait 3 Mois
Volume	20 Mo	80 Mo	300 Mo	1 Go	3 Go	5 Go	10 Go
Coût	200F	500F	1 500F	5 000F	10 000F	15 000F	35 000F
Validité	1 jour	1 jour	7 jours	30 jours	30 jours	30 jours	90 jours

- Le forfait est cumulable en volume et en durée de validité.
- Le cumul de la durée de validité est plafonné à 12 mois.
- A la date de fin de validité, le volume restant n'est pas reporté.



LE LEADER

service client 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 - 2008

